



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 12 AVRIL 1947

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, APRIL 12th, 1947

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délat pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
17227 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
17227 — 1-52

Lettres patentes

Accessoires de Cuisine Victor Limitée Victor Kitchen Equipment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un février 1947, constituant en corporation: J.-Emile Richard, vendeur, Française Trempe, Charlotte Maheux, sténographes, tous trois de Québec, district de Québec, pour les objets suivants:

Faire en gros et détail le commerce de toutes espèces d'accessoires de cuisine quelconques;

Exercer en gros et détail l'industrie, le commerce et le négoce de manufacturiers, fabricants, marchands, acheteurs, vendeurs, importateurs, exportateurs, à titre principal, fondé de pouvoir, agent, courtier, représentant, des biens, effets, articles et produits suivants:

Les appareils, machines, meubles, ameublements, ustensiles de table et de cuisine pouvant servir ou être utilisés dans toute cuisine de maison, hôtel, restaurant, pensionnat ou autres;

Letters Patent

Accessoires de Cuisine Victor Limitée Victor Kitchen Equipment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1947, incorporating: J. Emile Richard, salesman, Française Trempe, Charlotte Maheux, stenographers, all three of Quebec, district of Quebec, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in all kinds of kitchen equipment;

To carry on, wholesale and retail, the industry, trade and business of manufacturers, makers, merchants, buyers, vendors, importers, exporters, as principal, proxy, agent, broker, representative, of the following goods, wares, merchandises and products:

Kitchen and table equipment, machines, furniture, furnishings and utensils which may serve for or be used in any house, hotel, restaurant, boarding house or other kitchen;

Les machines et appareils mus par l'électricité, moteurs ou produits chimiques, ou autrement, et leurs accessoires de quelque nature que ce soit, sous le nom de "Accessoires de Cuisine Victor Limitée" "Victor Kitchen Equipment Ltd", avec un capital de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un février, 1947.

L'Assistant-procureur général,
18513-o L. DÉSILETS.

Machines and appliances operated by electricity, motors or chemicals, or otherwise, and their accessories of any nature whatsoever, under the name of "Accessoires de Cuisine Victor Limitée" "Victor Kitchen Equipment Ltd.", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Québec, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18513 Deputy Attorney General.

Agences Gaspé Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit février, 1947, constituant en corporation: Bertrand Tremblay, avocat, Ls-Philippe Langelier, notaire, Gertrude Tanguay, secrétaire tous trois de Sainte-Anne-des-Monts, district de Gaspé, pour les objets suivants:

Faire les affaires de courtiers en valeurs, courtiers en placements, et courtiers en obligations dans toutes leurs spécialités, et d'une Compagnie de Placements;

Acquérir, acheter, se procurer, louer, bâtir, construire ou autrement détenir, utiliser, améliorer, développer, gérer, hypothéquer, transférer, vendre, échanger, disposer, et faire le commerce d'immeubles, de biens immobiliers et propriétés minières de tous genres, sous le nom de "Agences Gaspé Agencies Inc." avec un capital de \$5,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Anne-des-Monts, district de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18514-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1947, incorporating: Bertrand Tremblay, advocate, Ls-Philippe Langelier, notary, Gertrude Tanguay, secretary, all three of Sainte-Anne-des-Monts, district of Gaspé, for the following purposes:

To carry on business as stock brokers, investment brokers, and bond brokers in all their specialties, and that of an investment company;

To acquire, purchase, procure, lease, build, erect or otherwise hold, use, improve, develop, manage, hypothecate, convey, sell, exchange, dispose of and deal in immovables, immovable properties and mining properties of all kinds, under the name of "Agences Gaspé Agencies Inc.", with a capital stock of \$5,000, divided into 50 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Anne-des-Monts, district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18514 Deputy Attorney General.

**Carrières Lagacé Ltée
Lagacé Quarries Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un février 1947, constituant en corporation: Charles-Auguste Sylvestre, avocat, Marcelle Langlois, sténographe, célibataire majeure, tous deux de Montréal, Emé Lacroix, avocat, de Ville Mont-Royal, et Émile Pelletier, avocat, de Lachine, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, acquérir, louer, posséder, aménager, améliorer, opérer, construire et exploiter d'une manière quelconque des carrières, dépôts de pierre, de gravelle, de sable ou de matière provenant directement du sol et pouvant servir à la construction d'immeubles, de routes, de ponts, travaux de voirie et de construction quelconque;

Faire le commerce en gros et en détail de glace, réfrigérants, matières réfrigérantes, et à cette fin faire la coupe de la glace et exploiter des industries de réfrigérants ou glaces artificielles et en faire la vente au gros et au détail;

Manufacturer, vendre, exploiter, opérer, louer et posséder d'une manière quelconque en vue de les vendre au gros ou au détail, des matières combustibles, tel que charbon, bois, huile carburants, produits bitumineux, asphalte, goudron et ciment;

**Carrières Lagacé Ltée
Lagacé Quarries Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1947, incorporating: Charles-Auguste Sylvestre, advocate, Marcelle Langlois, stenographer, spinster, both of Montreal, Emé Lacroix, advocate, of the town of Mount-Royal, and Émile Pelletier, advocate, of Lachine, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To buy, acquire, lease, own, equip, improve, operate, construct and in any manner whatsoever, carry on business concerning quarries, stone, gravel or sand deposits, any matter coming directly from the soil, and capable of being used for the construction of immovables, highways, bridges, road works and any construction work whatsoever;

To deal, wholesale and retail, in ice, refrigerators, refrigeration matter, and for such purpose to carry on the cutting of ice and operate artificial refrigeration or ice industries, and deal therein, wholesale and retail;

To manufacture, sell, deal in, operate, lease and own in any manner, for the purpose of wholesale or retail selling, any fuel, such as coal, wood, oil, carburants, bituminous products, asphalt, tar and cement;

Agir comme contracteurs, sous-contracteurs pour son propre compte ou pour le compte d'autres dans la construction, l'érection, la conversion, les améliorations, réparation d'immeubles, de ponts, de routes, et de toutes constructions en général, de nature commerciale, résidentielle, industrielle ou publique, sous le nom de "Carrières Lagacé Ltée — Lagacé Quarries Ltd.", avec un capital de \$200,000, divisé en 1,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de l'Abord-à-Plouffe, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18515-o L. DÉSILETS.

Cedco Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit février 1947, constituant en corporation: Roland Bourgault, ingénieur civil, Benoît Lachance, dessinateur, tous deux de Verdun, et Ernest-Ulric McKenty, technicien, de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Opérer un service de dessinateurs, dans les bureaux de la Compagnie et dans les bureaux, laboratoires, usines et chantiers de ses clients, sous le nom de "Cedco Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1109, avenue Allard, cité de Verdun, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18516-o L. DÉSILETS.

Centre Psycho-Social Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq février 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Charles Miller, médecin, de St-Michel Archange, Wilfrid Caron, inspecteur d'écoles, et Benoît Pelletier, avocat, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Aider l'enfance inadaptée, difficile et irrégulière, sous le nom de "Centre Psycho-Social Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de cent mille (\$100,000) dollars.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18517-o L. DÉSILETS.

Construction Lagacé Ltée Lagacé Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date

To act as contractors, sub-contractors for itself or for others, for the construction, erection, conversion, improvement, repair of immovables, bridges, highways, and any constructions in general, whether of commercial residential, industrial or public kind, under the name of "Carrières Lagacé Ltée — Lagacé Quarries Ltd.", with a capital stock of \$200,000, divided into 1,600 preferred shares of a par value of \$100 each and 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be in the town of l'Abord-à-Plouffe, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18515 Deputy Attorney General.

Cedco Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1947, incorporating: Roland Bourgault, civil engineer, Benoît Lachance, draughtsman, both of Verdun, and Ernest Ulric McKenty, technical, of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a draughtsman's service in the offices of the company and in the offices, laboratories, plants and works of its customers, under the name of "Cedco Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1109 Allard Avenue, city of Verdun, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18516 Deputy Attorney General.

Centre Psycho-Social Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Charles Miller, physician, of St-Michel Archange, Wilfrid Caron, school inspector, and Benoît Pelletier, advocate, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To assist children who are backward, difficult and abnormal, under the name of "Centre Psycho-Social Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is one hundred thousand dollars (\$100,000).

The head office of the corporation will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18517 Deputy Attorney General.

Construction Lagacé Ltée Lagacé Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt et un février 1947, constituant en corporation: Charles-Auguste Sylvestre, avocat, Marcelle Langlois, sténographe, fille majeure, tous deux de Montréal, Emé Lacroix, avocat, de Ville Mont-Royal, et Émile Pelletier, avocat, de Lachine, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme contracteurs, sous-contracteurs pour son propre compte ou pour le compte d'autres dans la construction, l'érection, la conversion, les améliorations, réparation d'immeubles, de ponts, de routes, et de toutes constructions en général, de nature commerciale, résidentielle, industrielle ou publique, sous le nom de "Construction Lagacé Ltée — Lagacé Construction Ltd."

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$100,000, divisé en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et de 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à l'Abord-à-Plouffe, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18518-o L. DÉSILETS.

first day of February, 1947, incorporating: Charles-Auguste Sylvestre, advocate, Marcelle Langlois, stenographer, spinster, both of Montreal, Emé Lacroix, advocate, of the Town of Mount Royal, and Émile Pelletier, advocate, of Lachine, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To act as contractors, sub-contractors, for itself or for others in the building, erection, conversion, improvement, repair of immovables, bridges, highways and any constructions in general, whether of a commercial, residential, industrial or public kind, under the name of "Construction Lagacé Ltée — Lagacé Construction Ltd."

The amount of the capital stock of the company will be \$100,000, divided into 800 preferred shares of a par value of \$100 each, and 200 common shares of a par value of \$100 each,

The head office of the company will be at l'Abord-à-Plouffe, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18518 Deputy Attorney General.

École d'Art Dramatique de Hull, Incorporée

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit février 1947, constituant en corporation sans capital-actions: René Provost, imprimeur, Dame Marie-Jeanne Lamarche Provost, épouse contractuellement séparée de biens dudit René Provost, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Dame Délicia Deschamps Rocque, épouse contractuellement séparée de biens de Rémi Rocque, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Hull, pour les objets suivants:

Créer, établir et maintenir une école de phonétique, d'élocution, de diction française, d'art oratoire et d'art dramatique appliqué, de chant et d'art chorégraphique, par le moyen de cours et conférence et par tous autres moyens jugés opportuns et efficaces, sous le nom de "École d'Art Dramatique de Hull, Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de six mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Hull, district de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18519-o L. DÉSILETS.

Ecole d'Art Dramatique de Hull; Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: René Provost, printer, Dame Marie-Jeanne Lamarche Provost, wife separate as to property by marriage contract of said René Provost, and duly authorized by him for the purposes hereof, and Dame Délicia Deschamps Rocque, wife separate as to property by marriage contract of Rémi Rocque, and duly authorized by him for the purposes hereof, all of the city and district of Hull, for the following purposes:

To create, establish and maintain a school of phonetics, elocution, French diction, the art of oratory and applied dramatic art, singing and dancing by means of courses and lectures and by any other methods deemed suitable and effective, under the name of "École d'Art Dramatique de Hull, Incorporée".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is ten thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Hull, district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18519 Deputy Attorney General.

**Francoeur Construction Company Limited
Francoeur Construction Compagnie Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un février 1947, constituant en corporation: Michel Francoeur, constructeur, Marcel Adam, Maurice Cloutier, comptables, tous trois de la cité et du district de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, louer ou autrement acquérir les propriétés immobilières, les subdiviser en lots, y construire des chemins ou routes privés, vendre, louer, échanger, céder, disposer ou autrement fai-

**Francoeur Construction Company Limited
Francoeur Construction Compagnie Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1947, incorporating: Michel Francoeur, builder, Marcel Adam, Maurice Cloutier, accountants, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To buy, lease or otherwise acquire immovable property, to subdivide the same into lots, build roads or private roads thereon, sell, lease, exchange, assign, dispose of or otherwise deal in immo-

re le commerce de propriétés immobilières; réparer, modifier et aménager des propriétés immobilières; les détenir, louer, vendre ou autrement disposer dans la Province sous le nom de "Francœur Construction Company Limited" "Francœur Construction Compagnie Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$20,000, divisé en mille huit cents actions privilégiées de dix dollars (\$10) chacune et en deux cents actions ordinaires de dix dollars chacune (\$10);

Le siège social de la compagnie sera à Montréal dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18520-q L. DESILETS.

Gerchar Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mars 1947, constituant en corporation: Émile Trottier, avocat, d'Outremont, Robert Désy, notaire, et Renée Charron, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par achat, bail, ou autrement détenir, utiliser, améliorer, développer, administrer, hypothéquer, louer, transférer, vendre, échanger, aliéner et trafiquer de propriété immobilière de toute description, franchises, permis, affaires ou tout intérêt s'y rattachant; et construire, modifier, réparer et entretenir des édifices sur les terrains sur lesquels la compagnie aurait quelque intérêt, sous le nom de "Gerchar Incorporée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18521-o L. DESILETS.

Industrie Saint-Paul Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre février 1947, constituant en corporation: Vianney Charbonneau, Omer Roy, menuisiers, Bernard Whalen, Marcel Desjardins, professeurs, et Alphonse Déziel, mécanicien, tous cinq de la ville et du district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire manufacturer, confectionner, acheter, vendre, exporter, importer, en gros et en détail, des meubles, articles de menuiserie, et autres objets en bois pouvant servir à l'aménagement d'églises, écoles, bureaux et maisons privées;

Organiser, posséder et exploiter un atelier d'imprimerie; faire des travaux de composition, d'impression, de brochage et de reliure; faire le commerce de tous objets se rapportant à une entreprise d'imprimerie et d'édition, sous le nom de "Industrie Saint Paul Limitée", avec un capital de \$10,000, divisé en 1000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18522-o L. DESILETS.

vable properties; repair, alter and equip immovable properties; hold, lease, sell or otherwise dispose of the same in the Province, under the name of "Francœur Construction Company Limited" "Francœur Construction Compagnie Limitée".

The amount of capital stock of the company will be \$20,000, divided into one thousand eight hundred preferred shares of ten dollars (\$10) each and two hundred common shares of ten dollars (\$10) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1947.

L. DESILETS,
18520 Deputy Attorney General.

Gerchar Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1947, incorporating: Émile Trottier, advocate, of Outremont, Robert Désy, notary, and Renée Charron, secretary, spinster, both of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise hold, use, improve, develop, manage, hypothecate, lease, transfer, sell, exchange, alienate and deal with immovable property of every description, franchises, licences, affairs, or any interest therein; and to build, alter, repair and maintain buildings on the lands upon which the company may hold any interest whatsoever, under the name of "Gerchar Incorporée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1947.

L. DESILETS,
18521 Deputy Attorney General.

Industrie Saint-Paul Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of February, 1947, incorporating: Vianney Charbonneau, Omer Roy, joiners, Bernard Whalen, Marcel Desjardins, professors, and Alphonse Déziel, mechanic, all five of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, have manufactured, make, buy, sell, export, import, wholesale and retail, furniture, pieces of joinery and other wooden objects used in furnishing churches, schools, offices and private homes;

To organize, own and operate a printing shop; to undertake works of composition, printing, book-stitching and binding; to deal in everything connected with a printing and publishing business, under the name of "Industrie Saint Paul Limitée", with a capital stock of \$10,000, divided into 1000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of February, 1947.

L. DESILETS,
18522 Deputy Attorney General.

**Laboratoire Du-Var Incorporée
Du-Var Laboratory Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq février 1947, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Lucienne Méryneau et Gemma Gauvin, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter l'industrie et exercer sous toutes leurs formes, des laboratoires de chimie, de photographie, des commerces de produits cosmétiques, de parfumeries, de teintureries, de savonneries, de produits d'entretien et de nécessité domestique, d'articles et d'appareils servant à la photographie, d'instruments de chimie et de physique, et de tous produits chimiques pouvant être utilisés dans ces genres de commerce, sous le nom de "Laboratoire Du-Var Incorporée" — "Du-Var Laboratory Incorporated", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18523-o L. DESILETS.

**Laboratoire Du-Var Incorporée
Du-Var Laboratory Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1947, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Lucienne Méryneau and Gemma Gauvin, stenographers, spinsters, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and operate laboratories under all types of same for chemistry, photography, commercial cosmetic products, perfumes, dyes, soaps, household necessities and requirements, articles and apparatus used for photography, instruments for chemistry and physics, and chemical products which may be used for all types of business, under the name of "Laboratoire Du-Var Incorporée" — "Du-Var Laboratory Incorporated", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1947.

L. DESILETS,
18523 Deputy Attorney General.

Lachine Automobile Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre février 1947, constituant en corporation: Albert Barré, gérant de garage, Suzanne Blair, épouse séparée de biens dudit Albert Barré, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Strathmore, et Auguste Dupuy, vendeur de véhicules-moteurs, de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Agir généralement comme marchands en gros et au détail, comme négociants, fabricants, agents des manufactures, marchands à commission, importateurs et exportateurs ou autrement faire la fabrication et le commerce et disposer de toutes sortes d'automobiles de fabrication récente ou ancienne, des cycles, bicyclettes, tricycles, des engins à la vapeur, à la gazoline, à l'huile, à l'électricité, ainsi que de toute les sortes d'engins, moteurs, appareils électriques, engins de quelque nature que ce soit pour aéroplanes, des huiles grasses ou toutes autres, pneus, uniformes de chauffeurs, gants, cuir, chapeaux, paletots, robes, outils de réparation, antigel, tous les accessoires nécessaires au commerce et à la fabrication ici décrits; toutes les parties et morceaux d'automobiles, sous le nom de "Lachine Automobile Limitée", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1010, rue Provost, Lachine, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18524-o L. DESILETS.

Lachine Automobile Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of February, 1947, incorporating: Albert Barré, garage manager, Suzanne Blair, wife separate as to property of said Albert Barré, and duly authorized by him for the purposes hereof, both of Strathmore, and Auguste Dupuy, Automobile salesman, of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To act generally as wholesale and retail merchants, dealers, manufacturers, manufacturers' agents, commission merchants, importers and exporters or otherwise carry on the manufacture and trade and the disposal of all kinds of automobiles, of recent or old make, of cycles, bicycles, tricycles, steam engines, gasoline, oil and electric engines, and also any kind of electric engines, motors, apparatus, engines of any kind whatsoever, for planes, fat or an other oil, tires, chauffeurs' uniforms, gloves, leather, hats, coats, dresses, repair tools, antifreeze, all necessary accessories for the business and manufacturing hereinabove described; all automobile spare parts and pieces, under the name of "Lachine Automobile Limitée", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1010 Provost Street, Lachine, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of February, 1947.

L. DESILETS,
18524 Deputy Attorney General.

La Compagnie de Fer Ornamental, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

La Compagnie de Fer Ornamental, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un février 1947, constituant en corporation: Louis Héroux, maître forgeron, Paul-Henri Blanchet, dessinateur, et André Héroux, mécanicien, tous trois de la cité et du district de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Fabriquer, façonner, fusionner, mêler ensemble, laminier, fondre, tous métaux quelconques, particulièrement le fer, l'airain, l'étain, le platine, le plomb, le cuivre, l'or, l'argent, généralement tous métaux utilisés et utilisables dans la construction et la fabrication des œuvres d'art;

Aux mêmes fins façonner, fabriquer, avec ou sans métal, tout matériel généralement utilisé ou utilisable dans la construction ou dans les œuvres d'art, tels que plastique ou toute autre utilisable, ciment, béton armé ou non armé, plâtre, marbre, mortier, tuile, brique, terre cuite, onyx, pierre, granit, albâtre, gypse, chaux, pierreaille, ébonite, cellulose, sous le nom de "La Compagnie de Fer Ornemental, Ltée".

Le montant du capital-actions de la compagnie, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et de 200 actions privilégiées de \$100 chacune est fixé à la somme de \$50,000.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe.

Daté du procureur général, le vingt et un février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18525-o L. DESILETS.

Les Produits Frega Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept mars 1947, constituant en corporation: Ubald Desilets, avocat, Juliette Turcotte, Annette Giguère, sténographes, tous trois de la cité de Québec, district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer en gros le commerce de pharmacie;
En gros, fabriquer, préparer, importer, exporter, acheter, vendre à titre de principal ou de préposé, ou d'agent à commission ou autrement l'industrie, le commerce et le négoce des biens, effets, articles et produits suivants:

Toutes les variétés de plantes médicinales, les produits chimiques, pharmaceutiques, médicaux, ainsi que les médecines brevetées et pour ces dernières, en exercer le commerce également au détail;

En gros et en détail, les objets suivants: instruments de chimie, de physique, et de photographie, sous le nom de "Les Produits Frega Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à 20.
Le siège social de la compagnie sera à Saint-Charles-de-Bellechasse, district de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18526-o L. DESILETS.

Loisirs Saint-Pierre Claver, Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gou-

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-first day of February, 1947, incorporating: Louis Héroux, forge master, Paul-Henri Blanchet, draughtsman, and André Héroux, mechanic, all three of the city and district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To manufacture, fashion, fuse, mix together, laminate, smelt, all kinds of metals, particularly iron, brass, tin, platinum, lead, copper, gold, silver, in general all metals used and capable of being used in the making and manufacturing of works of art;

For the same purposes to fashion, manufacture, with or without metal, any material generally used or capable of being used in the making of or in works of art, such as plastic or other useable material, cement, reinforced or other concrete, plaster, marble, mortar, tile, brick, terracotta, onyx, stone, granite, alabaster, gypsum, lime, small stones, ebony, celluloid, under the name of "La Compagnie de Fer Ornemental, Ltée".

The amount of capital stock of the company, divided into 300 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each, is fixed at the sum of \$50,000.

The number of shareholders will be limited to twenty.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1947.

L. DESILETS,
18525 Deputy Attorney General.

Les Produits Frega Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the seventh day of March, 1947, incorporating: Ubald Desilets, advocate, Juliette Turcotte, Annette Giguère, stenographers, all three of the city of Québec, district of Québec, for the following purposes:

To carry on a wholesale pharmacy business; Wholesale manufacturing, preparing, importing, exporting, buying, selling as principal or as agent, commission agent or otherwise trading and dealing in and with the following goods, wares, merchandise and products:

All varieties of medicinal herbs, chemical, pharmaceutical and medicinal products, patent medicines and for these latter to deal therein at retail;

The following objects wholesale and retail: instruments for chemistry, physics and photography, under the name of "Les Produits Frega Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The number of shareholders is limited to 20.
The head office of the company will be at Saint-Charles-de-Bellechasse, district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1947.

L. DESILETS,
18526 Deputy Attorney General.

Loisirs Saint-Pierre Claver, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

verneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit février 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Hubert Ducharme, avocat, Juliette Mailloux, secrétaire, et Henri Morin, pointeur, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser et promouvoir les loisirs des jeunes gens, jeunes filles et adultes, suivant les préceptes de la morale chrétienne, sous le nom de "Loisirs Saint-Pierre Claver, Inc."

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de Cinquante Mille dollars.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18527-o L. DÉSILETS.

Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Hubert Ducharme, advocate, Juliette Mailloux, secretary, and Henri Morin, time-keeper, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To organize and promote leisure amusements for young men, young girls and adults, according to the precepts of Christian morals, under the name of "Loisirs Saint-Pierre Claver, Inc."

The amount to which the annual revenue of the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is fifty thousand dollars.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18527 Deputy Attorney General.

Mekinac Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six février 1947, constituant en corporation: Lorenzo Goudreau, gérant, Benoît Desrochers, étudiant, et Françoise Gagnon, sténographe, célibataire, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer généralement dans toutes leurs spécialités les affaires et opérations de constructeurs et d'entrepreneurs généraux, conclure, entreprendre, parfaire, poursuivre et exécuter des contrats pour l'édification, l'érection, l'aménagement et l'exploitation d'édifices, travaux, constructions, entreprises, développements et projets, publics ou privés de toutes natures et descriptions et comme s'y rapportant exercer dans toutes leurs spécialités respectives les affaires et opérations de constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de "Mekinac Construction Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grand-Mère, district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18528-o L. DÉSILETS.

Mekinac Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1947, incorporating: Lorenzo Goudreau, manager, Benoît Desrochers, student, and Françoise Gagnon, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally, in all the specialties thereof, the business and operations of builders and general contractors, to enter into, undertake, perform, pursue and carry out contracts for the building, erection, equipment and operating of buildings, works, constructions, undertakings, developments and prospects, public or private, of any kind and description, and, as incidental thereto, to carry on, in all their respective specialties, the business and operations of general builders and contractors, under the name of "Mekinac Construction Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Grand-Mère, district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18528 Deputy Attorney General.

Michaud Frères Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois mars 1947, constituant en corporation: Paul Michaud, marchand, André Michaud, ingénieur civil, et Roger Parent, technicien, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de gros et de détail d'appareils électriques de tous genres, sous le nom de "Michaud Frères Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18529-o L. DÉSILETS.

Michaud Frères Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1947, incorporating: Paul Michaud, merchant, André Michaud, civil engineer, and Roger Parent, technician, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To deal, wholesale and retail, in electric apparatus of every kind, under the name of "Michaud Frères Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18529 Deputy Attorney General.

Poterie Vandesca Pottery Ltée — Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt-sept février 1947, constituant en corporation: Bernard Tailleur, comptable, Irène Martin, sténographe, tous deux de la cité de Verdun, Jean L'Ecuyer, clerc, Annette Lapierre et Annette Marleau, sténographes, tous trois de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de manufacturiers, importateurs, exportateurs, marchands de gros, détaillants, intermédiaires, producteurs, acheteurs et vendeurs de poterie, faïence, porcelaine, des articles en argile réfractaire, tuyaux de drainage et tuiles, tuyaux d'égout, brique réfractaire, brique de construction, terre cuite, tuiles et tuiles à parquet, verre et verrerie, porcelaine électrique, porcelaine chimique, articles en os et de tous les produits desquels l'argile, la terre, le sable, le roc, la marne, l'argile schisteuse, l'ardoise, le gravier, la chaux, le plâtre, le ciment ou autres matières semblables de toutes sortes, soit à l'état brut ou préparées, mêlées ou combinées forment une partie composée ou en sont des ingrédients, sous le nom de "Poterie Vandesca Pottery Ltée — Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$25,000.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept, février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18530-o L. DÉSILETS.

Raymond Gautier & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du septième jour de mars 1947, constituant en corporation: Raymond Gautier, Gaston Gautier, agents, et Dame Marie-Laure Poirier Gautier, épouse séparée de biens de Raymond Gautier, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Sujet à la loi des Assurances de Québec, d'agir comme agents ou courtiers pour le placement d'assurance-vie, de feu, d'accident ou autres et d'agir comme agents ou comme représentants de propriétaires ou d'autres personnes ou corporations qui ont ou qui prétendent avoir des intérêts dans des marchandises, des vaisseaux, des cargaisons de fret, des automobiles ou autres véhicules ou tous autres objets qui peuvent être assurés;

D'agir comme agents pour la vente de propriétés, pour le placement des argents provenant de loyers, intérêts de différentes hypothèques, débiteures et autres placements, et en général, d'agir comme courtiers dans les genres ci-dessus d'affaires;

De faire affaires comme compagnie de placements et d'investir dans n'importe quels "scrips", actions, débiteures, obligations ou obligations de n'importe quel gouvernement, état, dominion, province, municipalité ou dans n'importe quelle entreprise, ainsi que sur les biens meubles ou

Poterie Vandesca Pottery Ltée — Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1947, incorporating: Bernard Tailleur, accountant, Irène Martin, stenographer, both of the city of Verdun, Jean L'Ecuyer, clerk, Annette Lapierre and Annette Marleau, stenographers, all three of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, importers, exporters, wholesale merchants, retailers, intermediaries, producers, buyers and vendors of pottery, crockery, porcelain, articles of fireclay, drain pipes and clay pipes, sewer pipes, fire brick, building brick, terracotta, tiles and floor tiling, glass and glassware, porcelain for electrical purposes, porcelain for chemical purposes, articles made from bone or from any product of which clay, earth, sand, rock, marlstone, bituminous slate, gravel, lime, plaster, cement or other similar matter of all kinds, whether in the rough state or prepared, mixed or combined, form a component part or are ingredients of same, under the name of "Poterie Vandesca Pottery Ltée — Ltd."

The capital stock of the company is divided into 1,000 common shares without par or nominal value and into 2,000 preferred shares of a par value of \$100 each and the amount with which the company will commence business is \$25,000.

The head office of the company will be at Joliette, district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18530 Deputy Attorney General.

Raymond Gautier & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1947, incorporating: Raymond Gautier, Gaston Gautier, agents, and Dame Marie-Laure Poirier Gautier, wife separate as to property of Raymond Gautier, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Subject to the Quebec Insurance Act, to act as agents or brokers for the placing of life insurance, fire, accident or other insurance, and act as agents or representatives of proprietors or other persons or corporations having or claiming to have interests in merchandise, ships, freight cargoes, automobiles or other vehicles or any objects capable of being insured;

To act as agents for the sale of property, for the investment of moneys derived from rentals, interest from various hypothecs, debentures, and other investments, and act generally as brokers in the above kinds of business;

To carry on business as an investment company and to invest in any scrip, shares, debentures, bonds or obligations of any government, state, dominion, province, municipality or in any undertaking whatsoever, and also on movables or immovables, under the name of "Raymond Gautier

immeubles, sous le nom de "Raymond Gautier & Fils Limitée", avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à 20. Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le septième jour de mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18531-o L. DÉSILETS.

& Fils Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The number of shareholders will be limited to 20.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18531 Deputy Attorney General.

Rimouski Industries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept février 1947, constituant en corporation: Paul-Émile Gagnon, Gilles Gagnon, avocats, et Claude Gagnon, courtier, tous trois de la ville de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires de toute façon comme manufacturier et marchand de bois;

Faire affaires de toute façon comme constructeur, entrepreneur et marchand de matériaux de construction, sous le nom de "Rimouski Industries Limited", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de la valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18532-o L. DÉSILETS.

Rimouski Industries Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1947, incorporating: Paul-Émile Gagnon, Gilles Gagnon, advocates, and Claude Gagnon, broker, all three of the town of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business in every way as lumber manufacturer and merchant;

To carry on business in every way as builder, contractor and as dealer in building requisites, under the name of "Rimouski Industries Limited", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18532 Deputy Attorney General.

Robert Prevost Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept mars 1947, constituant en corporation: Ubald Désilets, avocat, Juliette Turcotte, Annette Giguère, sténographes, tous trois de Québec, district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer, en gros et en détail, l'industrie, le commerce et le négoce de manufacturier, fabricant, marchand, acheteur, vendeur, importateur, exportateur, entreposeur, à titre de principal, de fondé de pouvoirs, d'agent, de courtier, de facteur, de distributeur, de représentant, les biens, effets, articles et produits suivants:

Tabacs en paquets;

Tabacs de toute nature et ses sous-produits, et dérivés, cigares, cigarettes, pipes, articles de fumeurs en général, et les choses qui sont communément utilisées en rapport avec ceux, ainsi que tous articles se vendant ordinairement dans les tabagies;

Procéder à la culture et à la préparation sous toutes ses formes, à la transformation et à la vente du tabac et de tous produits agricoles, sous le nom de "Robert Prevost Inc." avec un capital de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à (20) vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Charles-de-Bellechasse, district de Montmagny.

Daté du bureau du procureur général, le sept mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18533-o L. DÉSILETS.

"Robert Prevost Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1947, incorporating: Ubald Désilets, advocate, Juliette Turcotte, Annette Giguère, stenographers, all three of Quebec, district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail industry, trade and business of manufacturer, maker, merchant, buyer, vendor, importer, exporter, warehouseman, as principal, proxy, agent, broker, factor, distributor, representative of the following, goods wares, merchandise and products:

Tobacco in packages;

Tobacco of all kinds and its by-products and derivatives, cigars, cigarettes, pipes, smokers' supplies in general, and the articles commonly used in connection therewith as well as all articles usually sold by tobacconists;

To engage in the growing and preparing of tobacco in all its forms, and the transformation and sale of tobacco and all farm products, under the name of "Robert Prevost Inc.", with a capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each.

The number of shareholders will be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Saint-Charles-de-Bellechasse, district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18533 Deputy Attorney General.

Tannerie Loretteville Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit février 1947, constituant en corporation: Henri Gingras, industriel, Les Saules, Ancienne Lorette, Roland Gingras, gérant, et Maurice Gingras, comptable, tous deux de la cité de Québec, tous du district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tannerie, ou tous autres commerces se rapportant à la préparation des cuirs, soit comme grossistes, détaillants, agents, manufacturiers, entrepreneurs, exportateurs ou importateurs, sous le nom de "Tannerie Loretteville Ltée" avec un capital de \$65,000, divisé en 650 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Loretteville, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18534-o L. DÉSILETS.

Tannerie Loretteville Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1947, incorporating: Henri Gingras, manufacturer, Les Saules, Ancienne Lorette, Roland Gingras, manager, and Maurice Gingras, accountant, both of the city of Quebec, all of the district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the tanning business and any other business incidental to the dressing of leather, either as wholesalers, retailers, agents, manufacturers, contractors, exporters or importers, under the name of "Tannerie Loretteville Ltée", with a capital stock of \$65,000, divided into 650 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Loretteville, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18534 Deputy Attorney General.

The J. L. Rice Agencies Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un février 1947, constituant en corporation: Jacques Beauchamp, avocat, Luce Laferrière, fille majeure, Étienne Racine, huissier, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtier à commission, agent de manufacturiers, exporter, importer, acheter, vendre, entreposer toutes sortes de produits, articles et marchandises déjà faits en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre, tous sous-produits de ces marchandises et importer, exporter, acheter, vendre, entreposer de la mercerie, des produits comestibles, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, objets d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, cosmétiques, préparations de toilette et parfums, sous le nom de "The J. L. Rice Agencies Limited".

Le montant du capital de la compagnie sera de \$30,000 divisé en 1000 actions ayant une valeur au pair de \$5 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18535 L. DÉSILETS.

The J. L. Rice Agencies Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1947, incorporating: Jacques Beauchamp, lawyer, Luce Laferrière, spinster, Etienne Racine, bailiff, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of commission broker, manufacturers agent, export, import, buy, sell, house all kind of products, articles and merchandises already made in whole or in part, of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, all sub-products of those merchandises, and import, export, buy, sell, house, haberdasheries, eatable products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paints, works of art, chemical products produce of land, sea and forest, cosmetics, toilet dressings and perfumes, under the name of "The J. L. Rice Agencies Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be \$30,000, divided into 1000 shares having par value of \$5 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day, of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18535-o Deputy Attorney General.

W. H. Payne & Co, Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept février 1947, constituant en corporation: Édouard Cholette, Howard P. Honey et Ernest Cameron Common, notaires, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands en gros et en détail et faire le commerce général de charbon, coke, tourbe, huile, bois et combustibles de toutes sortes;

W. H. Payne & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1947, incorporating: Édouard Cholette, Howard P. Honey and Ernest Cameron Common, notaries, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale and retail merchants and deal generally in coal, coke, peat, oil, wood and fuel of all kinds;

Exercer le commerce comme entrepreneurs et constructeurs et passer des contrats pour construire, exécuter, posséder et faire toute description de travaux, sous le nom de "W. H. Payne & Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Ouest, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18536 L. DÉSILETS.

Z. Laroche & Frères Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept mars 1947, constituant en corporation: Ubald Désilets, avocat, Juliette Turcotte, sténographe, Annette Giguère, sténographe, tous trois de la cité et du district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer à titre de principal ou de fondé de pouvoirs ou d'agent ou de représentant, le commerce, l'industrie de la fonte, du cuivre, la forge du fer-blanc et du cuivre, le placage, le coulage de métaux, la plomberie et la pose d'appareils de toute nature, sous le nom de "Z. Laroche & Frères Limitée", avec un capital de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Rouge, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le sept mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18537-o L. DÉSILETS.

Al Cutler Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un février 1947, constituant en corporation: Joseph Shapiro, de la cité de Montréal, Benjamin Robinson, de la cité de Westmount, tous deux conseils en loi du Roi et avocats et Ruth Miller, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des garages, ateliers de réparation, postes de service, entrepôts et magasins et autres lieux semblables pour la garde en sûreté, le nettoyage, la réparation et les soins généraux d'automobiles et véhicules-moteurs de toute et aucune sorte, description et catégorie et louer et engager des véhicules-moteurs, camions et automobiles de toutes sortes et acheter, vendre et faire le commerce de gazoline, huile, liquides décarbonisants, liquides à polir et aucun de leurs substituts, graisse, benzine, pétrole et produits pétroliers et leurs sous-produits, sous le nom de "Al Cutler Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18538 L. DÉSILETS.

To carry on business as contractors and builders and to enter into contracts to construct, execute, own, and carry on all description of works under the name of "W. H. Payne & Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty.

The head office of the Company will be at Montreal West, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18536-o Deputy Attorney General.

Z. Laroche & Frères Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1947, incorporating: Ubald Désilets, advocate, Juliette Turcotte, stenographer, Annette Giguère, stenographer, all three of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To carry on as principal or proxy or as agent or representative, the business and industry of smelting copper, forging tin and copper, plating, casting of metals, plumbing and installation of apparatus of all kinds, under the name of "Z. Laroche & Frères Limitée", with a capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each.

The number of shareholders is limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Pont-Rouge, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18537 Deputy Attorney General.

Al Cutler Ltd.

Notice is hereby given that under part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1947, incorporating: Joseph Shapiro, of the City of Montreal, Benjamin Robinson, of the City of Westmount, both King's Counsel and Advocates, and Ruth Miller, secretary, spinster of the full age of majority, of the City of Outremont, all in the district of Montreal, for the following purposes:

To operate garages, repair shops, service stations, warehouses and storehouses and other like places for the safekeeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles and motor cars of all and every kind, description and class and to lease and hire motor cars, trucks and automobiles of all kinds and to buy, sell and deal in gasoline, oil, carbon removing fluids, polishing fluids and any substitute for the same, grease, benzine, petroleum and petroleum products and by-products thereof, under the name of "Al Cutler Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares, of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18538-o Deputy Attorney General.

Beverley Interests Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit février 1947, constituant en corporation: Louis H. Rohrliek, C.R., Michael C. Herman, avocats, et Libby Turner, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement négocier des immeubles et propriétés immobilières et négocier pour l'achat, la vente, l'échange ou la location d'immeubles et de propriétés immobilières et exercer le commerce général d'agents d'immeubles dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Beverley Interests Ltd.", avec un capital de \$2,000, divisé en 20 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18539 L. DESILETS.

Beverley Interests Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1947, incorporating: Louis H. Rohrliek, K. C., Michael C. Herman, advocates, and Libby Turner, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in, real estate and immoveable property, and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immoveable property, and generally to carry on the business of real estate agents in all its branches, under the name of "Beverley Interests Ltd.", with a capital stock of \$2,000, divided into 20 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1947.

L. DESILETS,
18539-o Deputy Attorney General.

Bruner Ritter Ltd. of Canada

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq février 1947, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R., Harry Batshaw, C.R., et Louis Feigenbaum, avocats, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands faisant le commerce de tous genres de marchandises ordinairement négociées par des bijoutiers, argentiers, fabricants de montres et horlogers;

Exercer le commerce de négociants, marchands en gros, détaillants, manufacturiers, exportateurs et importateurs et acheter, vendre et faire le commerce de cotonnades, textiles, soieries et lainages, menus objets, vêtements, brevets, breuvages non-alcooliques, bronze et métaux, produits chimiques, produits alimentaires, marchandises sèches, appareils électriques, produits de la ferme, combustible, épicerie, ferronnerie, fer, charbon et acier, bois de construction, moteurs, allumettes, nouveautés, chaussures, savons, tabac et articles de fumeurs et des marchandises dans lesquelles le bois ou le métal ou le plastique forme des parties constituantes, sous le nom de "Bruner Ritter Ltd. of Canada", avec un capital de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires ayant droit de vote d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18540 L. DESILETS.

Bruner Ritter Ltd. of Canada

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1947, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K. C., and Louis Feigenbaum, advocates, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as merchants dealing in all classes of merchandise usually carried in stock by jewellers, silversmiths, watchmaker, clock-makers;

To carry on the business of jobber, wholesaler, retailer, manufacturer, exporter and importer, and to buy, sell and deal in cottons, textiles, silk and woollens, smallwares, clothing, patents, non-alcoholic beverages, brass and metals, chemicals, food products, dry goods, electrical apparatus, farm products, fuel, groceries, hardware, iron, coal and steel, lumber, motors, matches, novelties, shoes, soap, tobacco and smoker's supplies, and merchandise wherein wood or metal or plastics form component parts, under the name of "Bruner Ritter Ltd. of Canada" with a capital stock of \$100,000, divided into 500 common voting shares of the par value of \$100 each, and 500 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1947.

L. DESILETS,
18540-o Deputy Attorney General.

Canadian Reefer and Sportswear Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un février 1947, constituant en corporation: Solly Weitzman, commis, des cité et district de Montréal, Clara Weitzman,

Canadian Reefer and Sportswear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1947, incorporating: Solly Weitzman, clerk of the City and District of Montreal, Clara Weitzman, cashier, and Sydney

caissière et Sydney Rutbar, commis, tous deux de Kingston, province d'Ontario, tous pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de nettoyeurs, pressiers, teinturiers, tailleurs, pelletiers, bloqueurs, réparateurs et celui qui consiste à donner le service sur tous articles et tissus de vêtements, meubles, fournitures de maison et tous autres articles, sous le nom de "Canadian Reefer and Sportswear Ltd.", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3438 avenue Park, cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18541 L. DÉSILETS.

Rutbar, clerk, both of Kingston, Province of Ontario, all for the following purposes:

To carry on generally the business of cleaners, pressers, dyers, tailors, furriers, blockers, repairers, and general services of all articles and materials of wearing apparel, furniture, household furnishing and all other articles, under the name of "Canadian Reefer and Sportswear Ltd.", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 3438 Park Avenue, City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18541-o Deputy Attorney General.

Dorsey-Picard Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix février 1947, constituant en corporation: Arie Pekar, Jos. A. Dorsey, manufacturiers, de la cité de Montréal, Hylda Sherman et Lillian Lazare, secrétaires, filles majeures, toutes deux de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des gilets, jupes, tuniques et blouses et vêtements de sport pour dames et demoiselles, robes, costumes, manteaux pour dames et enfants et manufacturer des vêtements de toute description quelconque pour femmes; des produits en métal et en plastique de toute description; des vêtements pour hommes et garçons, sous le nom de "Dorsey-Picard Inc."

Le capital de la compagnie consistera en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18542 L. DÉSILETS.

Dorsey-Picard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1947, incorporating: Arie Pekar, Jos. A. Dorsey, manufacturers, of the City of Montreal, Hylda Sherman and Lillian Lazare, secretaries, spinsters of the full age of majority, both of the City of Outremont, all in the District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies' and misses' jackets, skirts, jumpers and blouses, sportswear, ladies' and children's dresses, suits, coats and manufacture of women's wearing apparel of any description whatsoever; metal and plastic products of every description; men's and boys' wearing apparel, under the name of "Dorsey-Picard Inc."

The capital stock of the Company shall consist of 200 common shares of a par value of \$100 each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

That the number of its shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18542-o Deputy Attorney General.

Du Barry Sales Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept février 1947, constituant en corporation: Jack Alfred Mazoff, Peter Mazoff, Max Mazoff, Philip Millman, marchands, Beatrice Mazoff, marchande publique, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de drapiers, tailleurs, marchands de drap, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, chapeliers, gantiers, pelletiers, marchands de soieries, tapis, cotonnades, étoffes et dentelles, marchands ou manufacturiers ou importateurs de vêtements; et de marchands en gros et en détail et fournisseurs et vendeurs par la poste de tous articles de vêtement, articles en cuir et de confectionneurs en général, fournitures pour tailleurs, tissus textiles et choses y appartenant et leurs substituts, et de manufacturiers, exportateurs, importa-

Du Barry Sales Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1947, incorporating: Jack Alfred Mazoff, Peter Mazoff, Max Mazoff, Philip Millman, merchants, Beatrice Mazoff, marchande publique, fille majeure et usant de ses droits, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of clothiers, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, gloves, furriers, silks, carpets, cottons, cloth and lace merchants, wearing apparel merchants, or manufacturers or importers; and wholesale and retail dealers and mail order suppliers and vendors of and in all articles of clothing, leather goods and general outfitters, tailor's trimmings, textile fabrics and matters thereunto appertaining and substitutes therefor, and manufacturers, exporters, importers of and dealers in India rubber and waterproof goods,

teurs et marchands de caoutchouc india et de marchandises imperméables, parapluies, cannes, ornements, papeterie et articles de fantaisie et autres articles et commodités d'usage personnel, sous le nom de "Du Barry Sales Corporation".

Le montant du capital de la compagnie sera de \$30,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2011 rue Charlemagne, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18543 L. DÉSILETS.

J. Hops & Sons Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept février 1947, constituant en corporation: Albert Marcus, Abraham Feiner et Isidore Reuben Prazoff, avocat, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, marchands, entrepreneurs et négociants de sacs, coches pour dames et portefeuilles pour hommes, articles en cuir de toutes descriptions, nouveautés et petits objets en cuir, sous le nom de "J. Hops & Sons Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18544 L. DÉSILETS.

Moss Fur Co. Ltd.

Avis, est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept février 1947, constituant en corporation: Moe Moscovitch, Saul Daniel Moscovitch, pelletiers, Lilly Golditch Moscovitch, épouse séparée de biens dudit Moe Moscovitch et dûment autorisée par lui, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme exportateurs, importateurs, négociants et expéditeurs et marchands de toutes sortes de fourrures, peaux de fourrures et peaux d'animaux, cuir et peaux bruts; traiter, ouvrir, teindre et préparer pour le marché aucune ou toutes de ces fourrures, peaux vertes, cuirs et peaux bruts; manufacturer, importer, expédier et faire le commerce d'aucun et tous articles de vêtements ou autrement qui sont susceptibles d'être faits en tout ou en partie de fourrures, peaux d'animaux, cuir et peaux bruts;

Exercer tous ou aucun des commerces de manufacturiers, importateurs, exportateurs, marchands et négociants d'habits et vêtements et marchandises sèches de toutes sortes pour hommes, femmes, enfants et bébés, draps, lainages, cotonnades, soieries, textiles, tissus et comme tailleurs, drapiers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, chapeliers, pelletiers, gantiers, marchands de soie, coton, étoffes, dentelles et textiles et plastiques, merciers, fabricants de portemanteaux et confectionneurs en général et marchands de caoutchouc india et d'articles imperméables,

umbrellas, walking sticks, ornaments, stationery and fancy goods and other articles and commodities of personal use, under the name of "Du Barry Sales Corporation".

The amount of the capital stock of the company is to be \$30,000, divided into 100 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2011 Charlemagne Street, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18543-o Deputy Attorney General.

J. Hops & Sons Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1947, incorporating: Albert Marcus, Abraham Feiner and Isidore Reuben Prazoff, advocates, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as manufacturers, merchants, contractors and jobbers of women's handbags and men's pocket-books, leather goods of all descriptions, novelties and trinkets in leather, under the name of "J. Hops & Sons Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18544-o Deputy Attorney General.

Moss Fur Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1947, incorporating: Moe Moscovitch, Saul Daniel Moscovitch, furriers, Lilly Golditch Moscovitch, wife separate as to property of the said Moe Moscovitch, and duly authorized by him, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as exporter, importer, jobber and shipper of an dealer in all kinds of furs, fur pelts, and animal skins and leather and leather and hides; to treat, process, dye, and prepare for the market any or all of such furs, skins, leathers and hides; to manufacture, import, ship and deal in any and all articles of clothing or otherwise which are capable of being made either in whole or in part from furs, animal skins, leather and hides;

To carry on all or any of the business of manufacturers, importers, exporters, dealers and jobbers of men's, women's, children's and infant's clothing and wearing apparel and dry goods of all kinds, clothes, woollens, cottons, silks, textiles, fabrics and as tailors, drapers, hosiers, milliners, costumers, hatters, furriers, gloves, silk, cotton; clothes, lace and textiles and plastics, merchants, haberdashers, portmanteaux makers and general outfitters and dealers in india-rubber and waterproof goods, umbrellas, walking sticks, ornament, toilet requirements, perfumery, soap and any

parapluies, cannes, ornements, articles de toilette, parfums, savons et tous autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la compagnie, sous le nom de "Moss Fur Co. Ltd." avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1449 rue Ste-Alexandre, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18545 L. DESILETS.

other articles, commodities, merchandises or things necessary for the purposes of the Company under the name of "Moss Fur Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 1449 St. Alexander Street, Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1947.

L. DESILETS,
18545-o Deputy Attorney General.

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 250,734. Dame Jeanne Tomeo, épouse commune en biens de Pascal Colavecchio, fourreur des cité et district de Montréal, Requérante vs Pascal Colavecchio, des cité et district de Montréal, Intimé.

Avis est par les présentes donné que la requérante sus-décrite a pris une action en séparation de biens contre l'intimé, le 20 février 1947, à toutes fins que de droits.

Montréal, le 28 février 1947.

Le Procureur de la Requérante,
18558-o ÉMILE GAGNON,
60 Ouest, rue St-Jacques,
Montréal, P. Q.

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 250,734. Dame Jeanne Tomeo, wife common as to property of Pascal Colavecchio, furrier, of the city and district of Montreal, petitioner; vs Pascal Colavecchio, of the city and district of Montreal, respondent.

Notice is hereby given that the above-mentioned petitioner has taken an action for separation as to property against the respondent, on February 20, 1947, for all lawful purposes.

Montreal, February 28, 1947.

ÉMILE GAGNON, advocate,
18558 Attorney for the Petitioner,
60 St. James Street West,
Montreal, P. Q.

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 493

Québec, le 21 mars 1947

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), "The Master Plumbers' Association of Montreal and Vicinity", la Section des Entrepreneurs en Plomberie-Chauffage de l'Association des Marchands détaillants du Canada, inc., la "United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada" et l'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage, inc., ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3002, du 31 juillet 1946, et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 février 1947;

ATTENDU que des objections ont été formulées contre l'approbation de ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

Order in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 493

Quebec, March 21, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry and trades in the district of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) The Master Plumbers' Association of Montreal and Vicinity, "La Section des Entrepreneurs en Plomberie-Chauffage de l'Association des Marchands détaillants du Canada, inc.", The United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada and "L'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage, inc." have submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 3002, of July 31, 1946, and amendments, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 8, 1947;

WHEREAS objection have been made against the approval of the said request and have been submitted to the contracting parties for consideration;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3002, soit modifié de la façon suivante:

L'article XX-A est radié et remplacé par le suivant:

"XX-A. Règlements spéciaux relatifs aux métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage soudeur en tuyauterie, mécaniciens en tuyauterie et apprentis:

a) *Jurisdiction professionnelle:* Le présent article s'applique à tout travail assujéti à la Loi des Mécaniciens en Tuyauterie (S.R.Q. 1941, chapitre 173) et au règlement numéro 1341 de la cité de Montréal et régit tout travail exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur de la boutique. Cet article s'applique aussi à toute installation de tuyaux à gaz, huile, air, gazoline ou de systèmes hydrauliques et industriels, fixes ou mobiles, pour quelque fin que ce soit, à l'intérieur ou à l'extérieur d'un bâtiment, y compris l'installation, la réparation, ou la rénovation de tout système de plomberie ou de chauffage exécutée à l'intérieur ou à l'extérieur de la boutique.

Il s'applique à l'assemblage et au montage de fournaises, bouilloires et appareillage s'y rapportant.

Il ne s'applique pas au montage de bouilloires nécessitant une base de briques ou des murs de briques pour entourer la bouilloire proprement dite, tel travail étant exécuté par des chaudronniers et des briqueteurs. Toutefois, le travail exécuté sur toute la tuyauterie et les connexions de ces bouilloires est régi par cet article.

b) *Taux minima de salaires:* Les taux minima de salaires sont les suivants:

Entrepreneur maître-plombier, maître-poseur d'appareils de chauffage travaillant comme salarié, qu'il utilise ses outils ou agisse comme contre-maître ou remplisse toute autre fonction de surveillance, l'heure \$ 1.75
ou, par semaine 60.00
l'heure

Compagnon-plombier, poseur d'appareils de chauffage et mécanicien en tuyauterie \$ 1.11
Soudeur en tuyauterie 1.11
Mécanicien junior 0.78
Apprentis:
1ère année 0.45
2ième année 0.55
3ième année 0.60
4ième année 0.65

c) *Conditions de travail des "salariés permanents".*

1. Les salariés permanents communément appelés "préposés à l'entretien" désignent tout entrepreneur maître-plombier ou maître-poseur d'appareils de chauffage et tout compagnon ou apprenti des métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage et mécanicien en tuyauterie à l'emploi du même employeur et engagés pour l'entretien de propriétés immobilières pour une période d'au moins six (6) mois.

Ne peut cependant être considérée comme travail d'entretien, aucune construction nouvelle ou reconstruction de toute partie d'immeuble.

2. Nonobstant le paragraphe "b" de l'article II du présent décret, les salariés permanents, mécaniciens en tuyauterie, travaillant exclusivement dans les immeubles à bureaux, appartements ou logements de toutes sortes, dans les hôtels, établissements commerciaux, magasins, universités, collèges, écoles et couvents situés dans les limites de l'île de Montréal, sont assu-

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 3002, be amended as follows:

Section XX-A is deleted and replaced by the following:

"XX-A. *Special regulations respecting the trades of plumber, steam-fitter, pipe welder, pipe fitter and apprentices:*

a) *Professional jurisdiction:* The present section applies to and is effective in all work executed governed by the Pipe Mechanics Act (Chapter 173, R.S.Q. 1941) and By-law No. 1341 of the City of Montreal, and applies to all work whether inside or outside the shop.

This section also applies to all pipe, including gas, oil, air, gasoline, hydraulic and industrial pipe installations, whether moveable or immovable, within or outside a building, for whatever use, including the installation, the repair or the renovation of any new or existing plumbing or heating system, and including all work whether done inside or outside the shop.

It applies to the assembling and erecting of furnaces, boilers and equipment in connection with same.

It does not apply to the erection of boilers which require a brick setting or brick walls to enclose the boiler proper which work is under the jurisdiction of boiler makers and bricklayers. However, all piping and connections of such boilers are governed by this section.

b) *Minimum rates of wages:* The minimum rates of wages are as follows:

Master Plumber and Master Heating Contractor working as employee, whether working with his tools or as foreman or in any other supervisory capacity .. per hour \$ 1.75
or .. per week 60.00

Journeyman in Plumbing, Heating and Pipe work per hour \$ 1.11
Pipe Welder 1.11
Junior Mechanic 0.78
Apprentice:
1st year 0.45
2nd year 0.55
3rd year 0.60
4th year 0.65

c) *Working conditions of permanent employees.*

1. Permanent wage earners usually called "maintenance men", shall mean any master plumber or master heating contractor, journeyman or apprentice of the plumbing, heating and pipe fitting trades, employed by the same employer and engaged upon the upkeep of building property for a minimum period of six (6) months.

No new construction, however, or reconstruction on any unit in any building shall be construed as maintenance work.

2. "Notwithstanding subsection "b" of section II of the present decree, permanent employees (pipe mechanics) working exclusively in office buildings, apartment buildings or dwellings of any kind, hotels, commercial establishments, stores, universities, colleges, schools and convents situated within the limits of the Island of Montreal are governed by the provisions of the present

jetés aux dispositions du présent paragraphe et doivent recevoir les taux minima de salaires suivants:

	<i>par semaine</i>
Entrepreneur maître-plombier, maître-poseur d'appareils de chauffage travaillant comme salarié, qu'il utilise ses outils ou agisse comme contre-maître ou remplisse toute autre fonction de surveillance	\$55.00
Compagnon-plombier, poseur d'appareils de chauffage et mécanicien en tuyauterie	40.00
Mécanicien junior	28.00
Apprentis:	
1ère année	16.00
2ième année	20.00
3ième année	22.00
4ième année	24.00

3. La durée du travail des salariés permanents doit être celle de l'établissement pour lequel ils travaillent, mais ne doit pas excéder quarante-huit (48) heures par semaine; le travail supplémentaire exécuté après la semaine normale de travail doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

Toutefois, les salariés permanents qui reçoivent un salaire annuel d'au moins \$2,080.00 et qui doivent, à cause de la nature de leur travail répondre à des appels d'urgence à toute heure du jour ou de la nuit pour la protection des immeubles ou propriétés ne peuvent se prévaloir des taux pour travail supplémentaire.

4. Il est permis aux employeurs de déduire du salaire d'un salarié permanent, la somme de \$3.00 par semaine, par chambre, lorsque ce salarié loge dans l'établissement. On peut aussi déduire \$0.35 par repas lorsque le salarié est nourri dans l'établissement.

d) *Durée du travail:* 1. La durée maximum du travail des ouvriers qualifiés est de huit (8) heures par jour, réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et de quatre (4) heures réparties entre 8.00 a.m. et midi le samedi, le tout devant constituer un maximum de quarante-quatre (44) heures par semaine.

2. Pendant les cinq mois de l'été, c'est-à-dire du 1er mai au 1er octobre, et pourvu qu'il y ait entente entre l'employeur et les salariés, la durée journalière du travail peut être de neuf (9) heures les lundi, mardi, mercredi et jeudi et de huit (8) heures le vendredi, pourvu que le nombre des heures de travail, au taux régulier, n'excède pas quarante-quatre (44) heures par semaine.

e) *Travail supplémentaire:* 1. Tout travail exécuté le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, la fête de la Reine Victoria, la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce, le jour de Noël, la fête de l'Immaculée Conception, la Toussaint, le jour de l'Ascension et les dimanches, est rémunéré au taux de salaire double.

2. Tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et minuit ou le samedi après-midi est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi, excepté dans les cas mentionnés à l'article IX du présent décret.

3. Tout travail exécuté, entre minuit et 8.00 a.m. doit être rémunéré au taux de salaire double, excepté dans les cas mentionnés à l'article IX du présent décret.

4. L'article XVI ne s'applique pas aux métiers mentionnés dans le présent article.

f) *Travail en dehors des limites de Montréal:* Les limites de Montréal, pour les fins du présent

subsection and shall receive the following minimum wage rates:

	<i>per week</i>
Master plumbers, master heating contractors, working as employees, whether using tools or acting as foremen or in any other supervisory capacity	\$55.00
Journeymen in plumbing, heating and pipe work	40.00
Junior mechanic	28.00
Apprentice:	
1st year	16.00
2nd year	20.00
3rd year	22.00
4th year	24.00

3. The duration of labour of permanent employees shall be that of the establishment where they are employed but shall not exceed forty-eight (48) hours per week; overtime worked in excess of the standard work week shall be paid time and a half. However, permanent employees receiving an annual salary of at least \$2,080.00 and who, due to the nature of their work, are required to answer urgent calls at any time of the day or night for the protection of buildings or properties, are hereby excluded from overtime rates.

4. Employers may deduct from the wages of a permanent employee \$3.00 per week and per room, if such workman lodges in the establishment. A deduction of 35 cents per meal is authorized if the workman is boarded in the establishment.

d) *Duration of labour:* 1. The maximum duration of labour for skilled workers consists of eight (8) hours per day, distributed between 8.00 a.m. and 5.00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and of four (4) hours, distributed between 8.00 a.m. and midday, on Saturday, the whole to constitute a maximum of forty-four (44) hours per week.

2. During the five summer months, i. e. from May 1, to October 1, and subject to agreement between employer and employees, the daily duration of labour may consist of nine (9) hours on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday and of eight (8) hours on Friday, provided the number of working hours, at regular rates of pay, does not exceed forty-four (44) per week.

e) *Overtime work:* 1. Any work performed on New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, St. Jean-Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, Immaculate-Conception Day, All Saints Day, Ascension Day and Sundays shall be paid double time.

2. Any work performed between 5.00 p.m. and midnight, or on Saturday afternoon, is considered as overtime, work and shall be paid time and a half, except in the cases mentioned in Section IX hereof.

3. Any work performed between midnight and 8.00 a.m. shall be paid double time, except in the cases mentioned in Section IX hereof.

4. Section XVI shall not apply to the trades mentioned in the present section.

f) *Operations outside the limits of Montréal:* The limits of Montréal, for the purposes of the

article, sont les points extrêmes où l'on peut se rendre avec un billet ordinaire de tramway ou d'autobus.

Les salariés travaillant en dehors des limites, telles que ci-haut décrites, doivent se rendre sur le chantier et le quitter aux heures régulières.

Le temps requis pour se rendre des limites de la ville au chantier et pour revenir des mêmes endroits doit leur être payé au taux simple ainsi que le prix du transport pour ledit trajet.

Dans le cas de travaux exécutés en dehors des limites de la cité, on peut varier les heures de commencement et de cessation du travail en vue de les adapter aux heures des services de transport public, pourvu que ne s'ensuive pas une semaine de travail de plus de quarante-quatre (44) heures.

g) *Apprentissage*: 1. L'employeur a le droit d'employer un (1) apprenti pour chaque compagnon ou compagnon junior et pas plus d'un (1) compagnon junior par trois (3) compagnons seniors, par boutique.

2. Lorsqu'il y a cinq (5) compagnons, il peut y avoir deux (2) compagnons juniors et, subséquentement, un (1) compagnon junior par cinq (5) compagnons additionnels employés.

3. Pour pratiquer le métier de mécanicien en tuyauterie, l'apprenti doit avoir un certificat d'apprenti émis par les autorités provinciales, en vertu du chapitre 173 des Statuts refondus de Québec 1941, et conformément au règlement numéro 1341 de la cité de Montréal. Les apprentis non assujettis à la Loi des mécaniciens en tuyauterie doivent obtenir le certificat propre à leur métier.

4. *Période d'apprentissage*: La période d'apprentissage complète est la suivante:

Mécanicien en tuyauterie 4 ans.

Note: Une année d'apprentissage pour le métier de mécanicien en tuyauterie comprend 2,000 heures de travail.

5. La durée du travail des apprentis est la même que celle des compagnons.

6. Tout travail supplémentaire exécuté par un journalier ou un apprenti doit être rémunéré sur la même base que les ouvriers qualifiés."

(Corrigé par l'arrêté-en-conseil numéro 614, du 10 avril 1947, section "A")

(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

18579-o

Greffier du Conseil Exécutif.

present section, shall be those extreme spots that can be reached with an ordinary street car or bus fare.

Employees working outside the limits, as above described, shall get to and leave the job at the regular hours.

The time needed to travel from the city limits to the job, and vice-versa, shall be paid single time; the cost of such transportation shall also be paid by the employer.

For operations carried on outside the city limits, it is permissible to change the starting and finishing time in order to adapt same to the time of leaving and returning of public transportation, provided the change does not entail the working of more than forty-four (44) hours in one week.

g) *Apprenticeship*: 1. The employer has the right to employ one (1) apprentice to each journeyman or junior journeyman but not more than one (1) junior journeyman to each three (3) senior journeymen, per shop.

2. When there are five (5) journeymen, there may be two (2) junior journeymen, and, subsequently, one (1) junior journeyman to each five (5) additional journeymen employed.

3. To ply the pipe mechanic trade, the apprentice shall obtain an apprentice certificate issued by the provincial authorities, pursuant to chapter 173 of the Revised Statutes of Quebec 1941, and pursuant to by-law number 1341 of the City of Montreal. Apprentices not covered by the Pipe Mechanics Act shall obtain the certificate appertaining to their trade.

4. *Apprenticeship period*: The entire period of apprenticeship is as follows:

Pipe mechanic 4 years.

Note: One year of apprenticeship for the pipe mechanics' trade consists of 2,000 hours of work.

5. The duration of labour of the apprentices is the same as that of journeymen.

6. Any overtime work done by a labourer or an apprentice shall be paid on the same basis as journeymen."

(Corrected by Order No. 614, of April 10, 1947, part "A")

(Document "D" annexed to the Order)

A. MORISSET,

18579-o

Clerk of the Executive Council.

Assemblées

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

Avis aux actionnaires

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle sera tenue aux bureaux de la "Canadian Pacific Railway Company", à Montréal, mercredi le 16 avril 1947, à midi, pour élire deux directeurs représentant les obligataires et pour la transaction de toute autre affaire qui pourrait être régulièrement soumise à ladite assemblée.

Les actionnaires enregistrés le 1er mars peuvent assister et voter à l'assemblée.

Montréal, 1er mars 1947.

Le Secrétaire,

F. BRAMLEY.

18374-13-3

Les actionnaires de La Compagnie de Chemin de Fer Alma & Jonquières sont convoqués en assemblée générale annuelle le mardi, vingt-deux

Meetings

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

Notice to Stockholders

Notice is hereby given that the Annual General Meeting will be held in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, on Wednesday, the 16th April, 1947, at 12 noon, to elect two Directors representing the Security Holders, and for such other business as may properly come before the said Meeting.

Stockholders of record on the 1st March may attend and vote.

Montreal, 1st March, 1947.

F. BRAMLEY,

Secretary.

18374-13-3-o

The Annual General Meeting of the Shareholders of The Alma & Jonquières Railway Company to receive the 1946 financial statements of the

avril 1947, à trois heures de l'après-midi, au numéro 2101 de l'immeuble Sun Life, à Montréal, Québec, Canada, pour recevoir les comptes de l'exercice 1946, procéder à l'élection des administrateurs et à la nomination des vérificateurs pour le prochain terme d'office et pour délibérer sur toute autre question du ressort de l'assemblée.

L'Assistant--secrétaire,

18565-15-2-o

PAUL LEMAN.

Company, to elect Directors and appoint Auditors for the ensuing year, and to transact such other business as may properly come before the meeting, will be held in Room 2101, Sun Life Building, Montreal, Quebec, Canada, on Tuesday, the 22nd day of April 1947, at three o'clock in the afternoon.

PAUL LEMAN,
Assistant-Secretary.

18565-15-2-o

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "L'Econome", en date du 10 mars 1947, dont le siège social est situé à Trinité-des-Monts, comté de Rimouski, et que ce document a été déposé dans les archives du Secréariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 mars 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,

18546-o

JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de Boucherville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 24 mars 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Boucherville, comté de Chambly.

Le Sous-secrétaire de la Province,

18547-o

JEAN BRUCHÉSI.

M. MILLOY & SONS LIMITED

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de 3 à 5

"Il a été proposé, secondé et unanimement résolu:

Que les règlements Nos 21 et 47 soient et ils sont, par les présentes, révoqués et qu'ils soient remplacés par le suivant:

Règlement N° 48

Qu'il soit décrété:

Que le nombre des directeurs soit de cinq dont trois formeront quorum."

M. MILLOY & SONS LIMITED,

Le Secrétaire-trésorier,

JOHN J. SCHLITT.

18548

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Commis-Bouchers de Montréal", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 21 mars 1947.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "l'Econome" under date the tenth day of March, 1947, whereof the head office is at Trinité-des-Monts, county of Rimouski, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of March, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,

18546

Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de Boucherville" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 24, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Boucherville, county of Chambly.

JEAN BRUCHÉSI,

18547

Under Secretary of the Province.

M. MILLOY & SONS LIMITED

By-law increasing number of Directors from 3 to 5

"It was moved, seconded and unanimously resolved:

That By-laws No. 21 and 47 be and they are hereby repealed and that they be replaced by the following:

By-law No. 48

Be it enacted that:

The number of Directors be five in number, of which three shall constitute a quorum."

M. MILLOY & SONS LIMITED,

JOHN J. SCHLITT,

Secretary-Treasurer.

18548-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Commis-Bouchers de Montréal" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 21, 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à 1231 est, Demontigny, Montréal, Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18549-o JEAN BRUCHÉSI.

The principal place of business of the said professional syndicate is at 1231 Demontigny Street East, Montreal, Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
18549 Under Secretary of the Province.

THE QUEBEC VENEER INDUSTRIES COMPANY LIMITED
LES INDUSTRIES DE PLACAGE DE QUÉBEC LIMITÉE

Extrait du procès-verbal de l'assemblée du conseil d'administration de The Quebec Veneer Industries Company Limited—Les Industries de Placage de Québec Limitée, tenue au siège social de la compagnie le 17 mars 1947 à midi.

THE QUEBEC VENEER INDUSTRIES COMPANY LIMITED
LES INDUSTRIES DE PLACAGE DE QUÉBEC LIMITÉE

Excerpt from the minutes of the meeting of the Board of Directors of the Quebec Veneer Industries Company Limited—Les Industries de Placage de Québec Limitée, held at the head office of the company on March 17, 1947, at Noon.

Sur motion dûment proposée, secondée et adoptée à l'unanimité, le règlement suivant est passé et adopté:

Règlement N° 5: Pour réduire le nombre des directeurs de la compagnie.

Attendu que les Règlements Généraux no 1 de la compagnie stipulant à l'article 3 que les affaires de la compagnie seront gérées par un conseil d'administration composé de cinq membres;

Attendu qu'il est opportun et dans l'intérêt de la compagnie de réduire le nombre des directeurs de la compagnie de cinq à trois;

Qu'il soit et il est par les présentes statué que l'article 3 des Règlements Généraux No 1 de la compagnie soit modifié en substituant pour les mots:

"nombre: Les affaires de la compagnie seront gérées par un conseil d'administration composé de cinq directeurs"

les mots suivants:

"nombre: Les affaires de la compagnie seront gérées par un conseil d'administration composé de trois directeurs".

Certifiée vraie copie du règlement no 5 de The Quebec Veneer Industries Company Limited—Les Industries de Placage de Québec Limitée dûment adopté à une assemblée du conseil d'administration tenue le 17 mars 1947 et approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin et tenue le 21 mars 1947.

(Sceau)
18550-o

Le Secrétaire,
L. N. PAUL.

Upon its being duly, moved, seconded and unanimously adopted, the following By-law is passed and adopted:

By-law No. 5. To reduce the number of the Directors of the Company.

Whereas the general By-laws No. 1 of the company stipulate, in Article 3, that the affairs of the company will be managed by a Board of Directors composed of five members;

Whereas it is expedient and in the interest of the company to reduce the number of directors of the company from five to three;

Be it and is hereby enacted that article 3 of the General By-laws No. 1 of the company, be amended by substituting for the words:

"number: The affairs of the company will be managed by a Board of Directors composed of five directors"

the following words:

"number: The affairs of the company will be managed by a Board of Directors composed of three directors.

Certified true copy of By-law No. 5 of The Quebec Veneer Industries Company Limited—Les Industries de Placage de Québec Limitée, duly adopted at a meeting of the Board of Directors held on March 17, 1947, and approved by the vote of at least two thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting called for such purpose and held on March 21, 1947.

(Seal)
18550

L. N. PAUL,
Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat National des Employés du Bas de Nicolet", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 31 mars 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Nicolet, comté de Nicolet.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18559-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat National des Employés du Bas de Nicolet", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 31, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Nicolet, county of Nicolet.

JEAN BRUCHÉSI,
18559 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Employés Roy Thermo Inc."

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Employés Roy Thermo

pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 28 mars 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à L'Assomption, comté de L'Assomption.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18560-o JEAN BRUCHÉSI.

Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 28, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at L'Assomption, county of L'Assomption.

JEAN BRUCHÉSI,
18560 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National des Employés du Meuble de Nicolet Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 mars 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Nicolet, comté de Nicolet.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18561-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National des Employés du Meuble de Nicolet Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 27, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Nicolet, county of Nicolet.

JEAN BRUCHÉSI,
18561 Under Secretary of the Province.

DELMA PLASTICS LIMITED

Règlement numéro 2, paragraphe 1 augmentant le nombre des directeurs de trois à cinq.

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de cinq membres, dont trois formeront quorum."

Saint-Jérôme, ce 15 février 1947.

Le Secrétaire trésorier,
18564-o CHS. DÉLISLE.

DELMA PLASTICS LIMITED

By-law Number 2, Paragraph 1 increasing the number of Directors from three to five.

"The affairs of the company will be managed by a Board of Directors composed of five members, three of whom shall form the quorum".

Saint-Jérôme, February 15, 1947.

CHS. DÉLISLE,
18564 Secretary-Treasurer.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Travailleurs de Fonderies de L'Assomption", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 31 mars 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à L'Assomption, comté de L'Assomption.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18566-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Travailleurs de Fonderies de L'Assomption", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 31, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at L'Assomption, county of L'Assomption.

JEAN BRUCHÉSI,
18566 Under Secretary of the Province.

CANADIAN UNITED STATES KNITTING COMPANY CANADIAN UNITED STATES KNITTING COMPANY

Règlement II-A

Diminution du nombre des directeurs

Le nombre des directeurs de cette compagnie est, par les présentes, diminué de cinq (5) à trois (3) et le premier paragraphe du règlement II de la compagnie est, par les présentes, modifié en y rayant le mot "cinq" et en y substituant le mot "trois".

Je, Marion H. Koster, assistant-secrétaire de la compagnie Canadian United States Knitting Company, certifie, par les présentes, sous le sceau corporatif de cette compagnie, que le précédent est une copie conforme et exacte du règlement II-A de ladite compagnie, et que ce règlement a été dûment décrété à une assemblée des directeurs de ladite compagnie tenue le deux avril 1947, et subséquemment sanctionné, ap-

By-Law II-A

Decrease in number of Directors

The number of Directors of this Company is hereby decreased from five (5) to three (3) and the first paragraph of By-law II of the Company is hereby amended by deleting therefrom the word "five" and by substituting therefor the word "three".

I, Marion H. Koster, Assistant Secretary of Canadian United States Knitting Company, hereby certify under the corporate seal of that Company that the foregoing is a true and correct copy of By-law II-A of the said Company and that such By-law was duly enacted at a meeting of the Directors of the said Company held on the Second day of April, 1947 and subsequently sanctioned, approved and confirmed at a Special

prouvé et confirmé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie, dûment convoquée et tenue à cette date dans le but de considérer ledit règlement II-A et que les actionnaires présentés à cette assemblée détenaient ou représentaient entre eux toutes les actions ayant droit de vote émises et en cours du capital de la compagnie et que tous ses actionnaires votèrent en faveur de la sanction, l'approbation et la confirmation de ce règlement.

Montréal, P.Q., 4 avril 1947.

(Sceau) L'Assistant-secrétaire,
18575 MARION H. KOSTER.

Canada, Province de Québec, District de Québec

ELZÉAR FORTIER, LIMITÉE

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de "Elzéar Fortier, Limitée", tenue à Québec, le 13ième jour d'avril, 1946, à 2 heures de l'après-midi, à 115, rue St-Dominique, sous la présidence de M. Raoul Fortier, et à laquelle tous les directeurs étaient présents.

Il est proposé par M. Raoul Fortier,
Appuyé par M. Georges Fortier,
Que le règlement suivant soit adopté, savoir:
Il est par le présent règlement ordonné et statué comme suit:

La première phrase du quatrième paragraphe, de la section deux des règlements généraux de la compagnie est amendée et se lit maintenant comme suit:

"Le bureau de direction se composera de quatre membres dont trois formeront quorum."
Adoptée unanimement.

Le présent règlement a été adopté à l'unanimité par tous les actionnaires de la compagnie, à leur assemblée générale annuelle du 18 mai, 1946.

Extrait certifié conforme, Québec, ce 15ième jour d'avril, 1946.

(Sceau) ELZÉAR FORTIER, LIMITÉE,
Le Secrétaire,
18576-o GEORGES FORTIER.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a, le 25 mars 1947, autorisé l'"Association Catholique des Institutrices du District Urbain N° 20 Inc." à changer son nom en celui de "Le Syndicat Professionnel des Institutrices Catholiques de la Cité de Sherbrooke", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 9 avril 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18572-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada, province de Québec, district de Québec

AVIS

Prenez avis que "Maple Leaf Transport Limited" a adopté un règlement aux fins de distribuer son actif à ses actionnaires conformément à l'article 90 de la Loi des Compagnies de Québec.

Québec, le 9ième jour d'avril 1947.
Le Secrétaire,
18573-o JEAN-PAUL GALIPEAULT.

General Meeting of the Shareholders of the said Company duly called and held on that date for the purpose of considering the said by-law II-A and that the Shareholders present at such meeting held or represented amongst themselves all of the issued and outstanding voting shares of capital stock of the Company and that all of such Shareholders voted in favour of the sanction approval and confirmation of such By-law.

Montreal, P. Q., April 4th, 1947.

(Seal) MARION H. KOSTER,
18575-o Assistant Secretary.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

ELZÉAR FORTIER, LIMITÉE

Excerpt from the minutes of a meeting of the Directors of "Elzéar Fortier, Limitée", held at Quebec, on the 13th day of April, 1946, at 2 o'clock in the afternoon, at 115 St. Dominique Street, under the chairmanship of Mr. Raoul Fortier, and at which all the Directors were present.

It is moved by Mr. Raoul Fortier,
Seconded by Mr. Georges Fortier,
That the following By-law be adopted, to wit:
It is, by the present By-law, ordained and enacted as follows:

The first sentence of the fourth paragraph of section two of the general By-laws of the company is amended and now reads as follows:

"The Board of Directors shall be composed of four members, three of whom will form the quorum."

Unanimously adopted.
The present by-law was unanimously adopted by all the shareholders of the company at their general annual meeting of May 18, 1946.

Certified True Excerpt, Quebec, this 15th day of April, 1946.

(Seal) ELZÉAR FORTIER, LIMITÉE,
18576 GEORGES FORTIER,
Secretary.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on March 25, 1947, authorized the "Association Catholique des Institutrices du District Urbain No. 20 Inc." to change its name to that of "Le Syndicat Professionnel des Institutrices Catholiques de la Cité de Sherbrooke", and such in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 9, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
18572 Under Secretary of the Province.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

NOTICE

Take notice that "Maple Leaf Transport Limited" has adopted a By-law enacting the distribution of its assets to its shareholders, in conformity with section 90 of the Quebec Companies Act.

Quebec, this 9th day of April, 1947.
JEAN-PAUL GALIPEAULT,
18573 Secretary.

Chartes — Abandons de

Charters — Surrenders of

CLERNAY REALTIES LTD

CLERNAY REALTIES LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Clernay Realities Ltd. s'adressera au Procureur général ou à l'Assistant-procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce pour obtenir l'abandon de sa charte à compter d'une date qu'il leur plaira de fixer.

Notice is hereby given that Clernay Realities Ltd., will make application to The Attorney-General or Deputy Attorney-General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce for acceptance of the surrender of its Charter on and from a date to be fixed by them.

Daté à Montréal, le 3 avril 1947.

Dated at Montreal this 3rd day of April, 1947.

CLERNAY REALTIES LTD.,
Le Secrétaire-trésorier,
IAN MACASKILL.

CLERNAY REALTIES LTD.,
IAN MACASKILL,
Secretary-Treasurer.

18551

18551-o

Avis est donné qu'en vertu de la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts révisés de Québec, 1941, chapitre 276, article 127, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 128 de la dite loi, il a plu au Procureur général, au Ministre des Affaires municipales, et au Ministre de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de "L'Association des Constructeurs de Québec", constituée en corporation par la Loi VII, Edouard VII, chapitre 126.

Notice is hereby given that under Part II of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 127, and subject to the liability enacted by section 128 of the said Act, the Attorney General, the Minister of Municipal Affairs and the Minister of Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of "L'Association des Constructeurs de Québec", incorporated by the Act VII, Edward VII, chapter 126.

Avis est de plus donné que la dite association a été déclarée dissoute à compter du 26 novembre 1946.

Notice is also given that the said association was declared dissolved as from the 26th of November, 1947.

Donné au bureau du Procureur général, le 3 avril 1947.

Given at the office of the Attorney General, this third day of April, 1947.

L'Assistant-procureur général,
18562-o L. DÉSILETS.

18562 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Companie Licensed to do Business

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Polar Beverage Co. Ltd." a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Notice is hereby given that "Polar Beverage Co. Ltd." has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités actuellement en vigueur dans cette Province.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities now in force in this Province.

L'agent principal de la corporation dans la province de Québec, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle dans les limites de ladite Province, est M. Alan MacLeod King, de la cité de Montréal.

The chief agent of the Corporation in the Province of Quebec for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against it within said Province, is Mr. Alan MacLeod King, of the City of Montreal.

Le bureau principal de la corporation dans cette Province est établi à 638 Hibernia Road, dans la cité de Montréal.

The principal office of the Corporation in this Province is established at 638 Hibernia Road, in the City of Montreal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 9 avril 1947.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18567 JEAN BRUCHÉSI.

18567-o JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

Avis est, par les présentes donné que la ville de Belœil s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa session actuelle, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte (lettres patentes octroyées le 9 décembre 1903 et le Statut 4 Geo. V, ch. 92 des statuts de la province de Québec, 1914) pour fins d'annexer à la ville de Belœil:

Notice is hereby given that the town of Belœil will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act amending its charter (Letters patent granted on the 9th of December 1903 and the Statute 4 Geo. V, chap. 92, of the Statutes of the Province of Quebec, 1914) for the purpose of annexing to the town of Belœil:

a) Cette partie de la paroisse de St-Mathieu de Belœil bornée comme suit:

Vers le sud-est, par les limites actuelles de la ville de Belœil; vers le nord-est, par la ligne qui sépare les lots numéros 123 et 124 du lot numéro 122 du cadastre officiel de la paroisse de St Mathieu de Belœil; vers le sud-ouest, par l'alignement nord-est du chemin appelé: "Chemin de la Montée" qui sépare les lots numéros 18 et 26; vers le nord-ouest, par une ligne parallèle à la rivière Richelieu et menée à dix arpents des limites actuelles de la ville de Belœil, soit à vingt arpents de la rive nord-ouest de cette rivière; cette dite partie de terrain étant donc une lisière de dix arpents de largeur sur une longueur de soixante arpents environ;

b) Cette partie de la paroisse de St-Mathieu de Belœil bornée comme suit;

Vers le sud-est, par la voie du chemin de fer du Canadien National; vers le nord-est, par l'alignement nord-est du chemin appelé "Chemin de la Montée" qui sépare les lots numéros 18 et 26 du cadastre officiel de la paroisse de St-Mathieu de Belœil; vers le sud-ouest, par la ligne sud-ouest du lot numéro 1 du cadastre officiel de la paroisse de St-Mathieu de Belœil (limites de la paroisse de St-Basile); vers le nord-ouest, par une ligne parallèle à la rivière Richelieu et menée à vingt arpents de la rive nord-ouest de cette rivière;

c) Tous les territoires de la corporation du village incorporé de McMasterville, dans le comté de Verchères.

Et pour autres fins.

Belœil, ce 26 mars 1947.

Les Procureurs de la requérante,
18446-13-4-o DURANLEAU, DUPRÉ & DURANLEAU

a) That part of the parish of St-Mathieu de Belœil bounded as follows:

Towards the southeast, by the present limits of the town of Belœil; towards the northeast by the line which separates lots Nos. 123 and 124 from lot No. 122 of the official cadastre for the parish of St-Mathieu de Belœil; towards the southwest, by the northeast line of the road called: "Chemin de la Montée" which separates lot Nos. 18 and 26; towards the northwest, by a line parallel to the Richelieu River and drawn at ten arpents from the actual limits of the town of Belœil, namely at twenty arpents from the northwest bank of the said river; this said portion of land being therefore a strip of ten arpents in width by a length of sixty arpents;

b) That part of the parish of St-Mathieu de Belœil bounded as follows:

Towards the southeast, by the Canadian National Railway line; towards the northeast, by the northeast line of the road called "Chemin de la Montée" which separates lots Nos. 18 and 26 of the official cadastre of the parish of St-Mathieu de Belœil; towards the southwest, by the southwest line of lot No. 1 of the official cadastre for the parish of St-Mathieu de Belœil (limits of the parish of St-Basile); towards the northwest, by a line parallel to the Richelieu River and drawn at twenty arpents from the northwest bank of the said river;

c) All the territories of the Corporation of the Incorporated Village of McMasterville, in the county of Verchères.

And for other purposes.

Belœil, this 26th day of March, 1947.

DURANLEAU, DUPRÉ & DURANLEAU,
18446-13-4 Attorneys for petitioner.

Canada, province de Québec, district d'Abitibi

Avis public est, par les présentes, donné que la Corporation de Normétal, comté municipal d'Abitibi, s'adressera à la législature de la Province de Québec, à la présente session, afin d'obtenir une loi qui la libérera de certaines obligations et restrictions que lui a imposées sieur Louis Marcoux, prospecteur de Normétal, dans un contrat, de vente passé devant Me Jules Lavigne, N. P. le 3 août 1945.

Québec, le 26 mars 1947.

Le Procureur de la Corporation de Normétal,
18436-13-4-o NOËL DORION.

Canada, province of Quebec, district of Abitibi

Public notice is hereby given that La Corporation de Normétal, in the municipal county of Abitibi, will apply to the legislature of the Province of Quebec, at the present session, for passing of an act which will discharge it from certain obligations and restrictions which were lead by Mr Louis Marcoux, prospector of Normetal, in a sale-contract received by Mr Jules Lavigne, P. N., on the 3rd of August, 1945.

Québec, March 26, 1947.

NOËL DORION,
18436-13-4-o Attorney for La Corporation de Normétal

AVIS LÉGAL

Avis public est par les présentes donné que George Vassili Candris, de la ville de Montréal-Ouest, district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec à la présente session pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet d'autoriser le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à lui remettre sa licence pour l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec, à condition toutefois qu'il passe avec succès l'examen final devant les examinateurs du bureau provincial de chirurgie dentaire de la province de Québec.

Montréal, le 19 mars 1947.

Le Procureur du requérant,
18354-12-4-o DAMASE CÔTÉ, C.R.

LEGAL NOTICE

Public notice is hereby given that George Vassili Candris, of the Town of Montreal-West district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act authorizing the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to grant him his license to practise dental surgery in the Province of Quebec, provided, however, that he successfully passes the final examination before the examiners of the Provincial Board of Dental Surgery of the Province of Quebec.

Montreal, March 19, 1947.

DAMASE CÔTÉ, K.C.,
18354-12-4 Attorney for petitioner.

Avis public est donné par les présentes que la compagnie "The Royal Trust Company" s'adressera à la législature de la province de Québec à

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec at the present session thereof for

la présente session pour obtenir la passation d'une loi l'autorisant comme exécuteurs de la succession Newcomb.

1. A vendre par vente privée et sans formalité judiciaire l'immeuble suivant, situé dans le quartier Ste-Anne.

Un emplacement borné en front par la rue Notre-Dame Ouest dans la ville de Montréal et composé comme suit:

a) de la subdivision Nos un et deux du lot originaire mille cent soixante deux (N° 1162-1 & 2 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Anne; et

b) de la subdivision N° un (1) du lot originaire mille cent soixante cinq (N° 1165-1) aux dits plan et livre de renvoi officiels; et

c) de la partie non-subdivisée de la figure triangulaire dudit lot originaire mille cent soixante deux (N° 1162) mesurant deux pieds et neuf pouces (2'9") dans sa limite nord-est, et seize pieds (16') dans sa limite sud-est, et dix-huit pieds et deux pouces (18'2") dans sa limite sud-ouest, et borné au nord-est et au sud-est par la subdivision N° deux (2) dudit lot originaire mille cent soixante deux (N° 1162-2), et au sud-ouest par le lot originaire mille cent soixante un (N° 1161), aux dits plan et livre de renvoi officiels; la dite parcelle de terrain contenant une superficie de neuf pieds (9') carrés, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses érigées ci-dessus.

2. Pour confirmer et valider l'acte notarié passé devant Mtre. H. Decary, notaire en date de 25 janvier 1938 par les exécuteurs de la Succession Newcomb et Mary Anne Kane intitulé "Création de Servitude".

2. Pour valider et confirmer le titre de la Succession Newcomb à l'immeuble ci-dessus décrit.

Montréal, 29 mars, 1947.

Les Procureurs des Pétitionnaires,
HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON, CLIFF,
18490-14-4-o MEREDITH & BALLANTYNE.

AVIS

La Corporation de la Paroisse de St-Antoine de Longueuil s'adressera à la Législature à sa présente session pour obtenir une loi ratifiant une résolution pour fixer l'évaluation des usines de Fairchild Aircraft Ltd. et de George Weston Ltd.

Montréal, 1er avril 1947.

Les Avocats de la requérante,
PHILIPPE LAMARRE,
18510-14-4-o ÉMILIE BRAIS.

a Bill empowering The Royal Trust Company Executors of the Estate Newcomb.

1. to alienate by private sale and without judicial formality the following immoveable property situated in St. Ann's Ward;

That certain emplacement fronting on Notre Dame Street West in the City of Montreal, and composed as follows:

a) Subdivision numbers one and two of Original lot number one thousand one hundred and sixty-two (1162-1 & 2) upon the Official Plan and Book of Reference of the St. Ann's Ward;

b) Subdivision number one of Original lot number one thousand one hundred and sixty-five (1165-1) upon said Official Plan and Book of Reference; and

c) Unsubdivided part, of triangular figure, of said Original lot number one thousand one hundred and sixty-two (Pt. 1162), measuring two feet nine inches (2'9") in its North-westerly side line, sixteen feet (16') in its South-easterly side line and eighteen feet two inches (18'2") in its South-westerly side line, and bounded to the North-east and the South-east, by subdivision number two of said Original lot number one thousand one hundred and sixty two (1162-2), and to the South-west, by Original lot number one thousand one hundred and sixty-one (No. 1161) upon said Official Plan and Book of Reference; containing said strip of land an area of nine square feet (9 sq. ft), English Measure and more or less.

Together with the buildings thereon erected.

2. to confirm and validate the authentic act dated 25th January, 1938 executed by before Mtre. H. Decary, N. P. by the executors of the Estate Newcomb and Mary Anne Kane entitled "Creation of Servitude".

3. to validate and confirm the title of Estate Newcomb to the immoveable property hereinbefore described.

Montreal, 29th March, 1947.

HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON, CLIFF,
MEREDITH & BALLANTYRE,
18490-14-4-o Attorneys for Petitioners.

NOTICE

The Corporation of the Parish of St-Antoine de Longueuil shall apply to the Legislature at its present session for the passing of an act ratifying a resolution to fix the value of the plants of Fairchild Aircraft Ltd. and of George Weston Ltd.

Montreal, April 1st 1947.

PHILIPPE LAMARRE,
18510-14-4-o ÉMILIE BRAIS,
Attorneys for petitioner.

Département de l'Instruction publique

No 955-36

Québec, le 3 avril 1947.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 27 mars 1947, d'abolir la corporation des syndicats d'écoles dissidentes de la municipalité scolaire de Clermont, dans le comté de Charlevoix.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
18552-o J.-P. LABARRE.

Department of Education

No. 955-36

Quebec, April 3, 1947.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated March 27, 1947, to abolish the corporation of dissentient School Trustees of the school municipality of Clermont, in the county of Charlevoix.

J. P. LABARRE,
18552 Superintendent of Education.

No 121-47

Québec, le 3 avril 1947.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Laprairie, dans comté de Laprairie, les lots 600 à 603, 605, 607 et 608, tous inclusivement, et les parties du lot 606 appartenant à Albert Beaudin, Joseph Leduc, Toussaint Barbeau, Rose-Emma Surprenant et les parties du lot 609 appartenant à Victor Barbeau et Victor Surprenant, et les parties du lot 604, appartenant à M. Roger Lamarche et O. Théorêt et de les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Catherine d'Alexandrie, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
18553-15-2-o J.-P. LABARRE.

No. 121-47

Quebec, April 3, 1947.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Laprairie, in the county of Laprairie, lots 600 to 603, 605, 607 and 608 all inclusively, and the parts of lots 606 belonging to Albert Beaudin, Joseph Leduc, Toussaint Barbeau, Rose Emma Surprenant and the parts of lot 609 belonging to Victor Barbeau and Victor Surprenant, the parts of lot 604 belonging to Roger Lamarche and O. Théorêt, and to annex them to the school municipality of Sainte-Catherine d'Alexandrie, in the same county.

J. P. LABARRE,
18553-15-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du canton de Rouyn
(Maintenant ville de Rouyn)
Division d'enregistrement de Témiscamingue

Avis est par la présente donné que les lots 1026 et 1027 du Bloc 41 sont amendés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 17 mars 1947.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre.
Le Sous-ministre,
18568-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official Cadastre of the Township of Rouyn
(Now Town of Rouyn)
Registration Division of Temiscamingue

Notice is hereby given that lots 1026 and 1027 of Block 41, are amended in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, March the 17th, 1947.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch.
18568-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux travailleurs en fourrure de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3746, du 17 octobre 1940, et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret comme suit:

1° En remplaçant, au paragraphe "e" de l'article IV, le chiffre "\$40.00" par "\$50.00";

2° En remplaçant, au paragraphe "c" de l'article V, le chiffre "\$42.00" par "\$47.00";

3° En ajoutant à la fin du paragraphe "p" de l'article V, ce qui suit:

"Toutefois, pour avoir droit au privilège qui lui est accordé ci-haut, le salarié devra avoir travaillé tous les jours de la semaine, du lundi au samedi, durant laquelle il y a un tel congé chômé payé, ou bien, avoir été absent avec la permission de l'employeur ou pour cause de maladie et, dans ce dernier cas, il devra fournir, si requis, un certificat de médecin".

4° En remplaçant, au paragraphe "q" de l'article V, toute la première phrase qui commence par "Tout salarié" et se termine par le mot "établissement" par la phrase suivante:

"Tout salarié qui, au 15 juin de chaque année, a terminé une année d'emploi continu pour le même employeur ou dans le même établissement

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the fur workers of Quebec, rendered obligatory by the decree number 3746, of October 17, 1940, and amendments, have submitted to him a request to amend the said decree as follows:

1° By replacing, in subsection "e" of section IV, the amount of "\$40.00" by "\$50.00";

2° By replacing, in subsection "c" of section V, the amount of "\$42.00" by "\$47.00";

3° By adding, at the end of subsection "p" of section V, the following paragraph:

"However, to be entitled to the privilege hereabove granted to him, the employee must have worked every day of the week, from Monday to Saturday, in which falls a holiday with pay, or have absent only with the employer's permission or on account of illness and, in the latter, case, he shall have a doctor's certificate, if required."

4. By replacing, in subsection "q" of section V, the entire first sentence which begins by the words "One week of vacation" and ends by the word "establishment" by the following one:

"Every employee who, on June 15 of each year, has terminated one year of continuous service for the same employer or in the same

a droit à une semaine de vacances, salaire payé."

5° En ajoutant, au quatrième alinéa du paragraphe "q" de l'article V, après les mots "tout salarié ayant", les mots suivants:

"au 15 juin de chaque année".

6° En ajoutant au paragraphe "q" de l'article V un cinquième alinéa comme suit:

"Lorsque au 15 juin de chaque année, un salarié a eu moins de trente (30) jours d'absence approuvés par son employeur, dans le cours de l'année, il a droit aux vacances payées, prévues ci-haut;

Si ces absences dépassent trente (30) jours, l'employé a droit à des vacances payées au prorata seulement du nombre de semaines de travail; En aucun cas, cependant, l'employeur ne peut être tenu de payer des vacances à son employé si ce dernier a été rémunéré au taux prévu par la présente convention pendant les jours d'absence approuvés ou si les absences non approuvées par l'employeur équivalent aux jours de vacances auxquels le salarié avait droit. Les pertes de temps occasionnées par le manque de travail à l'atelier ou une suspension temporaire par l'employeur ne doivent pas être incluses dans le calcul des jours d'absence mentionnés ci-haut."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,

Ministère du Travail,
Québec, ce 12 avril 1947.

18571-o

establishment is entitled to a vacation of one week with pay."

5. By replacing in the fourth paragraph of subsection "q" of section V, words "any employee with" by the words "any employee having, on June 15 of each year."

6. By adding, to subsection "q" of section V, a fifth paragraph as follows:

"When, on June 15 of each year, an employee has had less than thirty (30) days of absence approved by his employer in the course of the year, he shall be entitled to the vacation with pay provided for hereabove.

When such absences exceed thirty (30) days, the employee is entitled to a vacation with pay the duration of which to be based on the number of work weeks; however, the employer shall not be required to give a vacation with pay to his employee when the latter has been remunerated at the rate specified in the present agreement for the authorized days of absence or when the absences not authorized by the employer are equivalent to the days of vacation to which the employee is entitled. Time lost on account of the lack of work in the shop or of temporary suspensions by the employer shall not be included in the computation of the days of absence hereabove mentioned."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objection which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 12, 1947.

18571-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint de l'Industrie des Vêtements d'Hommes et de Garçons dans la Province de Québec lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret relatif à l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons, numéro 2991, du 10 novembre 1937, et amendements. On demande:

Que le paragraphe "c" de l'article III soit radié et remplacé par le suivant:

"c) *Changement d'heures*: Dans les zones II et III, sur demande par écrit au Comité paritaire d'un employeur accompagnée d'une requête de la majorité de ses salariés demandant une modification dans la distribution des heures de travail dans son établissement, de façon que les 44 heures de travail soient réparties en cinq jours et demi au lieu de cinq jours par semaine. Le Comité paritaire peut accorder un permis spécial audit employeur autorisant cette nouvelle distribution des heures de travail."

Sur demande écrite au Comité paritaire d'un employeur accompagnée d'une requête de la majorité de ses salariés, le Comité paritaire peut accorder un permis spécial autorisant ledit employeur à établir une nouvelle distribution des heures régulières de travail d'après laquelle les salariés peuvent commencer et finir une heure plus tôt chaque jour; un tel permis, cependant ne peut permettre plus de huit heures régulières de travail chaque jour dans la zone I et plus de neuf heures régulières chaque jour dans les zones II et III.

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163, and amendments), that the Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry in the Province of Quebec has submitted to him a request to amend the decree relating to the men's and boys' clothing industry, number 2991, of November 10, 1937, and amendments. It is requested:

That subsection "c" of section III be stricken off and be replaced by the following:

"c) *Change of hours*: Upon a written request to the Joint Committee from any employer in zones II and III supported by a petition from the majority of his employees to change the distribution of the working hours in his establishment, that is, to work forty-four hours in five and a half days instead of five days in any week, the Joint Committee may grant a special permit allowing the said employer to redistribute the hours of work.

Upon a written request to the Joint Committee from any employer supported by a petition from the majority of his employees, the Joint Committee may grant a special permit authorizing the said employer to redistribute the regular hours of work whereby the employees may commence and finish work an hour earlier in each day but such permit shall not allow more than eight regular hours of work in each day in Zone I and not more than nine regular working hours in each day in Zones II and III.

Tout permis émis en vertu des alinéas précédents doit être conforme à leurs dispositions et stipuler une période et des conditions que le Comité paritaire jugera à propos d'imposer.

Tout travail exécuté avant ou après les heures fixées par le Comité paritaire dans le permis spécial doit être considéré comme travail supplémentaire et rémunéré au taux de salaire et demi."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail

Québec, le 12 avril 1947.

18570-0

Any permit issued by virtue of the foregoing shall be in accordance therewith for such period of time and such conditions as the Joint Committee may deem proper.

Any work performed before or after the hours fixed by the Joint Committee in the special permit shall be considered as overtime and such work shall be paid at the rate of time and one-half."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Québec, April 12, 1947.

18570-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que l'Association des Entrepreneurs de Plomberie de la Cité et du District des Trois-Rivières et l'Union nationale catholique des Plombiers Inc. des Trois-Rivières lui ont présenté une requête à l'effet de modifier le décret 522, du 5 février 1940, et amendements, relatif aux métiers de mécanicien en tuyauterie et de ferblantier-couvreur dans le comté de Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières. On demande:

1° Que le nom de la partie contractante de première part soit modifié pour se lire comme suit:

"L'Association des Entrepreneurs de Plomberie de la cité et du district des Trois-Rivières"

2° Que les articles II à VI inclusivement soient modifiés pour se lire comme suit:

"II. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent décret comprend les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières; pour les fins d'application du présent décret, cette juridiction est divisée en deux (2) zones, comme suit:

Zone I: Toutes les municipalités de cinq (5,000) mille âmes et plus, telles que définies pour l'application de la Loi des mécaniciens en tuyauterie.

Zone II: La partie de la juridiction territoriale non comprise dans la Zone I.

Toutefois, tous les travaux exécutés dans les limites de la zone II mais dont le coût, salaires matériaux compris, excédera \$10,000.00, seront assujettis aux clauses de salaires établies pour la zone I."

"III. *Taux de salaires*: a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après:

Plombiers, poseurs d'appareils de chauffage, de réfrigération et gicleurs, soudeurs à l'oxygène et à l'électricité, ferblantiers-couvreurs et mécaniciens en isolation d'amiante:

	Salaires horaires	
	ZONES	
	I	II
Entrepreneurs (service personnel)	\$1.30	\$1.20
Contremaitres	0.97	0.87
Compagnons-séniors	0.87	0.77
Compagnons-juniors	0.75	0.65

Un employeur ne peut rémunérer au taux prévu pour un compagnon junior plus d'un (1)

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that "L'Association des Entrepreneurs de Plomberie de la Cité et du District des Trois-Rivières" and "L'Union nationale catholique des Plombiers Inc. des Trois-Rivières" have submitted to him a request to amend the decree number 522, of February 5, 1940, and amendments, relating to the plumbing and tinsmithing-roofing trades in the counties of Maskinongé, St. Maurice, Laviolette, Champlain and Three Rivers. It is requested:

1. That the name of the contracting party of the first part be modified to read as follows:

"L'Association des Entrepreneurs de Plomberie de la Cité et du District des Trois-Rivières"

2. That sections II to VI inclusive be amended to read as follows:

"II. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree comprises the counties of Maskinongé, St. Maurice, Laviolette, Champlain and Three Rivers; for the purposes of enforcement of this decree, this jurisdiction is divided into two (2) zones, as follows:

Zone I: All municipalities of five (5,000) thousand souls and more, as defined for the enforcement of the Pipe Mechanics' Act.

Zone II: That part of the territorial jurisdiction not included in Zone I.

However, works performed within the limits of Zone II costing, wages and material included, more than \$10,000.00, shall be subject to the wages conditions fixed for Zone I."

"III. *Rates of wages* a) The following minimum rates of wages shall be paid for each of the trades mentioned hereinafter:

Plumbers, steam-fitters, cooling system fitters, sprinkler fitters, oxygen and electricity welders, tinsmith-roofers and asbestos insulation mechanics:

	Hourly rates	
	ZONES	
	I	II
Contractors (personal service)	\$1.30	\$1.20
Foremen	0.97	0.87
Senior-journeymen	0.87	0.77
Junior-journeymen	0.75	0.65

An employer shall not pay at the rate fixed for a junior journeyman more than one (1)

ouvrier par cinq (5) ouvriers rémunérés au taux de compagnon senior ou par fraction de ce nombre. worker to each five (5) others paid the rate of senior journeyman or to a fraction thereof.

	ZONES		Apprentices:	ZONES	
	I	II		I	II
première année	\$0.30	\$0.30	First year	\$0.30	\$0.30
deuxième année	0.35	0.35	Second year	0.35	0.35
troisième année	0.40	0.40	Third year	0.40	0.40
quatrième année	0.50	0.50	Fourth year	0.50	0.50
Journaliers	0.60	0.60	Common workers	0.60	0.60

Aucun employeur ne peut employer plus d'un (1) apprenti pour chaque compagnon.

b) Les salariés dont le salaire horaire était plus élevé que les taux mentionnés dans le présent décret lors de la signature du contrat, ne peuvent subir un rajustement défavorable de salaire.

c) Les salariés doivent être payés toutes les semaines."

"IV. *Durée du travail:* a) La durée normale du travail pour les salariés assujettis au présent décret est de huit (8) heures par jour les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et de quatre (4) heures le samedi avant-midi, formant un total de quarante-quatre (44) heures par semaine.

b) *Travail supplémentaire:* Tout travail exécuté entre 7.00 a.m. et 8.00 a.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi et entre 5.00 p.m. et 6.00 p.m. les cinq (5) premiers jours de la semaine sera considéré comme du travail supplémentaire et payé au taux régulier.

c) Tout salarié qui, les cinq (5) premiers jours de la semaine de travail, fait du travail supplémentaire entre 6.00 p.m. et 7.00 a.m. doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

d) Tout salarié qui, le samedi, fait du travail supplémentaire entre midi et 6.00 p.m. doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

e) Il n'y a pas de travail les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, la Noël, la St-Jean-Baptiste, la fête du Travail ainsi que le Vendredi-Saint.

f) Au cas où les salariés doivent travailler ces jours-là, ils doivent être rémunérés à raison de salaire et demi pour les jours de fête et de salaire double pour les dimanches.

g) Tout travail urgent ou spécial lequel pour des raisons suffisantes, ne peut être exécuté durant la période quotidienne de travail susmentionnée, peut être fait en n'importe quel autre temps de la journée, pourvu que l'on avertisse le Comité paritaire. Ce travail est sujet aux taux réguliers."

"V. *Dispositions générales:* Les frais de déplacement et de pension des salariés requis de travailler en dehors des villes où ils résident, sont à la charge des employeurs. Aucun salaire ne sera payé durant le temps du voyage, si celui-ci est exécuté en dehors du temps régulier ou pour tout déplacement ne dépassant pas une heure de trajet, les employés doivent consentir à l'effectuer en dehors du temps régulier."

"VI. *Durée du décret:* Le présent décret sera valable à compter du premier janvier 1947 et demeurera en vigueur jusqu'au premier janvier 1948. Il se renouvellera automatiquement chaque année, par la suite, à moins d'un avis de trente (30) jours servi avant l'expiration de chaque terme annuel, soit par tous les employeurs signataires formant la partie de première part, ou par l'association mentionnée comme partie de deuxième part, au ministère du Travail, l'avisant qu'elle désire l'amender ou l'abroger."

No employer shall employ more than one (1) apprentice to each journeyman.

b) Employees whose hourly rate was higher than the rates mentioned in the present decree at the time of the signing of the contract shall suffer no unfavourable wages readjustment.

c) The employees shall be paid every week."

"IV. *Duration of labour:* a) The standard duration of labour for employees subject to the present decree shall be of eight (8) hours per day on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and of four (4) hours on Saturday in the forenoon, forming a total of forty-four (44) hours per week.

b) *Overtime:* All work executed between 7.00 a.m. and 8.00 a.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday and between 5.00 p.m. and 6.00 p.m. the first five (5) days of the week shall be considered as overtime work and paid at the regular rate.

c) Overtime worked by any employee on the first five (5) days of the week, between 6.00 p.m. and 7.00 a.m. shall be paid at the rate of time and one half.

d) Any employee who on Saturday, works overtime between 12.00 noon and 6.00 p.m., shall be paid at the rate of time and one half.

e) No work shall be performed on Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, Saint John the Baptist's Day, Labour Day and Good Friday.

f) Should employees be required to work on those days, they shall be paid at the rate of time and one half for feast days, and twice their regular rate for Sundays.

g) Urgent or special work which, for good reasons, cannot possibly be performed during the daily working period hereinabove mentioned may be done at any other time of the day, provided the Parity Committee be notified. Such work shall be paid at the regular rates."

"V. *General provisions:* Travelling and boarding expenses of employees required to work outside the towns in which they live are paid by the employers. Wages are not paid for travelling time if such travelling is done outside the regular working periods; when such travelling may be terminated within an hour, the employers shall agree to do it outside the regular hours of work."

"VI. *Duration of the decree:* The present decree shall come into force from the 1st of January 1947 and shall remain effective until the 1st of January 1947. It shall then renew itself automatically every year, unless notice to the contrary be given thirty (30) days before the expiration of each annual period, whether by all the contracting employers constituting the party of the first part or by the association mentioned as party of the second part, to the Department of Labour to the effect that the decree should be amended or repealed."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, 12 avril 1947. 18578-o

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, April 12, 1947. 18578-o

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 20 février 1947.

M. Lionel Landry, agronome, de Bonaventure: agronome-instructeur en coopération au Service de l'économie rurale, à compter du 1er février 1947.

Québec, 26 février 1947.

M. Émile Asselin, 36, 13ème rue, Limoilou, Québec: chef de la section des mathématiques à l'École technique de Québec, ministère du Bien-Être social et de la Jeunesse, à compter du 1er juillet 1946.

Québec, 20 mars 1947.

M. Paul-Émile Côté, commis comptable, de Chambord: juge de paix pour le district judiciaire de Roberval.

M. Léo-J. Laroche, marchand, de Perron, comté d'Abitibi: juge de paix pour le district judiciaire d'Abitibi.

MM. Lionel Rouleau, secrétaire général de l'Union St-Joseph de Drummondville, de Drummondville: juge de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de Nicolet, Arthabaska, Richelieu et Beauce; Dudley Holden Kerr, assistant-gérant de la Cie Upper Lakes & St. Lawrence Transportation Limited, 468, avenue Portland, Ville Mont-Royal, J.-Avila Gratton, agent de la National Life Assurance Co., 66, Boulevard St-Joseph ouest, Ulric Lagarde, comptable licencié, 1104, rue St-Zotique est, Maurice-Edouard Bouchard, employé au service des postes à Montréal, 5834, rue St-Vallier, ces trois derniers de Montréal: juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; René Jacques, officier de placement au bureau de l'assurance-chômage à Montréal, 2274, rue Denonville, André Brunet, marchand, 291, rue Delinelle, Wilfrid Legault, agent d'assurances, 6597, Boulevard Monk, Sylva Verreault, agent, 722, rue Green, tous quatre de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Léon Martel, comptable, de Terrebonne: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne; Rosario Desmarchais, épiciier-boucher, de St-Calixte-de-Kilkenny: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette; Éloi Demers, marchand, de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Hector Bellavance, cultivateur, de St-Cléophas: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski; Louis Jean, boulanger, de Tadoussac: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, February 20, 1947.

Mr. Lionel Landry, agronomist, of Bonaventure; to be agronomist-instructor of cooperation in the Department of Rural Economy, as from the 1st of February, 1947.

Quebec, February 26, 1947.

Mr. Émile Asselin, 36 13th Street, Limoilou, Quebec: to be chief of the department of mathematics in the Quebec Technical School, Department of Social Welfare and Youth, as from the 1st of July, 1946.

Quebec, March 20, 1947.

Mr. Paul Émile Côté, clerk-accountant, of Chambord: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Roberval.

Mr. Léo J. Laroche, merchant, of Perron, county of Abitibi: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Abitibi.

Messrs. Lionel Rouleau, general secretary of "L'Union St-Joseph de Drummondville", of Drummondville: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of Nicolet, Arthabaska, Richelieu and Beauce; Dudley Holden Kerr, assistant manager of the Upper Lakes & St. Lawrence Transportation Limited, 468 Portland Ave, Town of Mount Royal, J. Avila Gratton, agent for the National Life Assurance Co., 66 Boulevard St. Joseph West, Ulric Lagarde, licensed accountant, 1104 St. Zotique Street East, Maurice Edouard Bouchard employee of the postal department at Montreal, 5834 St-Vallier Street, these three latter of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; René Jacques, employment officer in the Unemployment Insurance Office at Montreal, 2274 Denonville Street, André Brunet, merchant, 291 Delinelle Street, Wilfrid Legault, insurance agent, 6597 Boulevard Monk, Sylva Verreault agent, 722 Green Street, all four of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Léon Martel, accountant of Terrebonne: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne; Rosario Desmarchais, grocer-butcher, of St-Calixte-de-Kilkenny: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Joliette; Eloi Demers, merchant, of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Québec; Hector Bellavance, farmer, of St-Cléophas: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski; Louis Jean, baker, of Tadoussac: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over

le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S. R. Q., 1941, chapitre 15).
18577-o

the judicial district of Saguenay: — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R. S. Q., 1941, chapter 15).
18577

Sièges sociaux

Province de Québec — District de Québec

Avis est donné que la Compagnie Ant. Bernier (Jonquière) Inc., constituée en corporation par Lettres Patentes en date du premier jour d'octobre, 1946, et ayant son bureau principal à Québec, a établi son bureau au numéro 59 rue St-Roch, Québec, P. Q.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce dix-huitième jour de mars, 1947.

(Seau)
18554-o

Le Président,
RAOUL BERNIER,

AVIS PUBLIC

Avis est donné que La Cie de Construction Calumet Ltée constituée en corporation par lettres patentes, en date du 16 janvier 1947, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, a établi son bureau au no. 351 de la rue Canardière, Québec.

A compter du présent avis le dit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 14 février 1947.

18555-o

La Sec.-trésorière,
REINE LETOURNEAU.

Head offices

Province of Quebec — District of Quebec

Notice is given that the company "Ant. Bernier (Jonquière) Inc.", incorporated by letters patent dated the first day of October, 1946, and having its head office at Quebec, has established its office at number 59 St. Roch Street, Quebec, P. Q.

From and after the date of the present notice the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this eighteenth day of March, 1947.

(Seal)
18554

RAOUL BERNIER,
President.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that "La Cie de Construction Calumet Ltée", incorporated by letters patent, dated January 16, 1947, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at No. 351 Canardière Street, Quebec.

From and after the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, February 14, 1947.

18555

REINE LETOURNEAU,
Secretary Treasurer.

Soumissions

Canada — Province de Québec

CITÉ DE SHERBROOKE

Soumissions pour obligations

Avis public est, par les présentes, donné que la Cité de Sherbrooke demande des soumissions pour la vente d'obligations de la Cité de Sherbrooke, au montant de \$275,000., émises en vertu de son règlement N° 665, afin de payer le coût de construction d'une bâtisse municipale pour fins industrielles.

Ces obligations sont datées du 1er avril 1947 et échoient en séries pendant quinze (15) ans, du 1er avril 1948 au 1er avril 1962 et portent intérêt au taux de 2¼% pour les obligations échéant du 1er avril 1948 au 1er avril 1957 inclusivement et 2¾% pour celles échéant à partir du 1er avril 1958 au 1er avril 1962 inclusivement. Le dit intérêt est payable semi-annuellement le 1er jour des mois de avril et octobre de chaque année. Le capital et les intérêts sont payables à Sherbrooke, Montréal et Québec. L'émission comprend 239 obligations de \$1,000, chacune et 72 obligations de \$500, chacune.

Les dites obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances

Tenders

Canada — Province of Quebec

CITY OF SHERBROOKE

Tenders for bonds

Public notice is hereby given that the City of Sherbrooke is calling tenders for the sale of City of Sherbrooke bonds amounting to \$275,000., issued in virtue of its by-law N° 665, to pay the cost of construction of a municipal building for industrial purposes.

These bonds are dated April 1st 1947 and mature in series during fifteen (15) years, from April 1st 1948 to April 1st 1962 and bear interest at the rate of 2¼% for bonds maturing from April 1st 1948 to April 1st 1957 inclusively and 2¾% for bonds maturing from April 1st 1958 to April 1st 1962 inclusively. The said interest is payable semi-annually on the first day of the months of April and October of each year. Capital and interest are payable at Sherbrooke, Montreal and Quebec. The issue includes 239 bonds of \$1,000, each and 72 bonds of \$500, each.

Said bonds may be redeemed by anticipation, at par, at any interest maturity date, under au-

d'intérêt, sous l'autorité du Chapitre 212, des Statuts Refondus de Québec 1941. Cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Les dites obligations pourront être enregistrées gratuitement, quant au capital, au bureau du soussigné.

Les soumissions doivent être placées dans une enveloppe marquée: "Soumission pour obligations" et parveir au soussigné le ou avant le 28 avril 1947, à 8.00 heures p.m., alors que le Conseil en disposera à une séance spécialement convoquée à cette fin ou à ses ajournements.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus. La livraison des titres sera faite dans les trois (3) semaines suivant l'adjudication.

La Cité de Sherbrooke ne s'engage pas à accepter la plus élevée, ni aucune des soumissions.

Donné à Sherbrooke, ce huitième jour d'avril 1947.

18563-o Le Greffier,
ANT. DESLAURIERS.

Province de Québec — comté de Shefford

VILLE DE WATERLOO

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumission pour obligations", seront reçues par le soussigné, jusqu'à cinq heures de l'après-midi, jeudi le quinzième jour de mai prochain (1947) pour l'achat d'une émission de \$55,000.00 d'obligations de la Ville de Waterloo datées du 1er mai 1947 et remboursables par séries du 1er mai 1948 au 1er mai 1967, avec intérêt au taux de 3% par année, payable le 1er novembre et le 1er mai et le capital le 1er mai de chaque année, payables à Waterloo, Montréal et Québec.

Ces obligations seront émises en coupures de \$100.00, \$500.00 et \$1,000.00 et pourront être enregistrées quant au capital.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair sur préavis de pas moins de 30 jours, ni plus de 60 jours publié dans la *Gazette officielle de Québec*. (R.S.Q., ch. 212).

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à 1% du montant de cette émission.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du conseil qui sera tenue le 15 mai 1947, à huit heures de l'après-midi à l'hôtel de ville.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Donné à Waterloo, ce 8 avril, 1947.

18569-15-2-o Le Secrétaire-trésorier,
F. BOUCHARD.

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE MASSON

Emprunt de \$59,000.00

Avis est, par les présentes donné que le Conseil de la Municipalité du Village de Masson, recevra d'hui au 28 avril 1947 à huit heures P.M., au bureau du Secrétaire-Trésorier de la Municipalité du Village de Masson, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumissions pour

authority of Chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec 1941. However, if such redemption is partial the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Said bonds may be registered, free of charge, as to capital, at the office of the undersigned.

Tenders must be enclosed in an envelope marked: "Tender for bonds" and reach the undersigned on or before April 28th 1947, at 8.00 p.m. when the Council shall dispose of them at a meeting specially called for this purpose or at its adjournments.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and specify whether the price offered includes or does not include accrued interest. The delivery of the bonds shall be made within three (3) weeks following the acceptance of the tender.

The City of Sherbrooke does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Sherbrooke, this 8th day of April 1947.

18563-o ANT. DESLAURIERS,
City Clerk.

Province of Quebec — County of Shefford

TOWN OF WATERLOO

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until five o'clock in the afternoon, Thursday the fifteenth day of May 1947, for the purchase of an issue of \$55,000.00 of bonds of the Town of Waterloo, dated from the 1st of May 1947 and redeemable serially from May 1st 1948 to May 1st 1967 with interest at the rate of 3% per annum, payable on November 1st and May 1st and the capital on May 1st of each year, payable at Waterloo, Montreal and Quebec.

The said bonds will be issued in denominations of \$100.00, \$500.00 and \$1,000.00 and may be registered as to capital.

The said bonds may be redeemed by anticipation at par upon previous notice of not less than 30 days, nor more than 60 days, published in the *Quebec Official Gazette* (R.S.Q., 1941, chap. 212).

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the said issue.

Every tender must specify whether accrued interest is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a regular meeting of the council to be held on May 15th, 1947 at eight o'clock in the evening, at the Town Hall.

The Council reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Given at Waterloo, this 8th day of April, 1947.

18569-15-2-o F. BOUCHARD,
Secretary-Treasurer.

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF MASSON

Loan of \$59,000.

Notice is hereby given that the Council of the Municipality of the Village of Masson, will receive from now until the 28th of April, 1947, at eight o'clock in the evening, at the office of the Secretary-treasurer of the Municipality of the Village of Masson, written, sealed tenders

obligations de la Municipalité du Village de Masson", pour l'achat de Cinquante-Neuf Mille Dollards (\$59,000.00) d'obligations, émises en vertu du Règlement N° 70, datées du 1er mai 1947, remboursables en séries en vingt-cinq ans suivant le tableau ci-dessous:

and endorsed "Tender for Bonds of the Municipality of the Village of Masson", for the purchase of fifty-nine thousand dollars (\$59,000) of bonds, issued under By-law No. 70, dated from the 1st of May, 1947, redeemable serially in twenty-five years according to the table below:

Intérêt	Capital	Total	Balance	Interest	Capital	Total	Balance
			\$59,000.				\$59,000.
1	\$ 1,770.	\$ 2,200.	\$ 3,970.	1	\$1,770.	\$2,200.	\$3,970.
2	1,704.	2,200.	3,904.	2	1,704.	2,200.	3,904.
3	1,638.	2,300.	3,938.	3	1,638.	2,300.	3,938.
4	1,569.	2,400.	3,969.	4	1,569.	2,400.	3,969.
5	1,497.	2,400.	3,897.	5	1,497.	2,400.	3,897.
6	1,425.	2,500.	3,925.	6	1,425.	2,500.	3,925.
7	1,350.	2,600.	3,950.	7	1,350.	2,600.	3,950.
8	1,272.	2,600.	3,872.	8	1,272.	2,600.	3,872.
9	1,194.	2,700.	3,894.	9	1,194.	2,700.	3,894.
10	1,113.	2,800.	3,913.	10	1,113.	2,800.	3,913.
11	1,029.	2,900.	3,929.	11	1,028.	2,900.	3,929.
12	942.	3,000.	3,942.	12	942.	3,000.	3,942.
13	852.	3,100.	3,952.	13	852.	3,100.	3,952.
14	759.	3,200.	3,959.	14	759.	3,200.	3,959.
15	663.	3,300.	3,963.	15	663.	3,300.	3,963.
16	564.	3,300.	3,864.	16	564.	3,300.	3,864.
17	465.	3,400.	3,865.	17	465.	3,400.	3,865.
18	363.	3,600.	3,963.	18	363.	3,600.	3,963.
19	255.	3,700.	3,955.	19	255.	3,700.	3,955.
20	144.	3,800.	3,944.	20	144.	3,800.	3,944.
21	30.	200.	230.	21	30.	200.	230.
22	24.	200.	224.	22	24.	200.	224.
23	18.	200.	218.	23	18.	200.	218.
24	12.	200.	212.	24	12.	200.	212.
25	6.	200.	206.	25	6.	200.	206.
	\$20,658.	\$59,000.	\$79,000.		\$20,658.	\$59,000.	\$79,000.

Les susdites obligations porteront intérêt à un taux n'excedant pas 3% et sera payable semi-annuellement le 1er mai et le 1er novembre de chaque année. Le capital et les intérêts sur le susdit emprunt seront payables au choix du détenteur, à aucune des succursales de la banque mentionnée dans le règlement, situées dans les cités de Montreal, Ottawa, ou de Masson.

The said bonds will bear interest at a rate not exceeding 3% and will be payable semi-annually the 1st of May and 1st of November of each year. Capital and interest on said loan will be payable at the option of the holder, at any branch of the bank mentioned in the by-law, situated in the cities of Montreal, Ottawa or Masson.

Les obligations seront émises par coupures de \$100.00 ou des multiples de \$100.00.

The bonds will be issued in denominations of \$100 or the multiples of \$100.

Les susdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Quebec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds may, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date; however if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Les soumissions seront prises en considération, à la séance du Conseil, le 28 avril 1947, à 8 heures du soir ou aussitôt que le conseil pourra le faire.

Tenders will be taken into consideration at the meeting of the Council, to be held on April 28, 1947, at eight o'clock in the evening or as soon as the Council may do so.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque dûment visé par une banque à charte du Canada à l'ordre de la Municipalité du Village de Masson, pour un montant égal à 1% de la valeur au pair de l'émission. Le chèque du soumissionnaire, dont l'offre sera acceptée, lui sera remis après l'exécution de son contrat, sans intérêt.

Each tender must be accompanied by a cheque duly accepted by a chartered bank of Canada to the order of the Municipality of the Village of Masson, for an amount equal to 1% of the value of the issue. The cheque of the tender whose offer shall have been accepted, will be returned to him after completion of his contract, without interest.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de leur livraison.

Accrued interest on the bonds must be added to the price offered to the time of their delivery.

La Municipalité du Village de Masson se réserve le droit de rejeter aucune ou toute offre de soumission ou d'accepter tout ou en partie aucune des soumissions, sujet à la ratification par la Commission Municipale de Québec.

The Municipality of the Village of Masson reserves the right to reject any or all tenders or to accept any or part of any tender, subject to ratification by the Quebec Municipal Commission.

Donné à Masson ce huitième jour d'avril 1947.

Given at Masson, this eight day of April, 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
RÉMI LAVERGNE.

RÉMI LAVERGNE,
Secretary-Treasurer.

Vente d'effets non réclamés

AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes, donné que tous les effets reçus avant le premier mai 1946 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Express Company, à divers endroits dans les provinces de Québec, du Nouveau Brunswick et de la Nouvelle Écosse, seront vendus aux enchères publiques par Frank Waddington, encanteur, successeur de D. M. Henderson and Co., encanteurs, 128 rue King est, Toronto, Ont., à onze heures du matin, le huit mai 1947, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., 26 février 1947..

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le Surintendant,
18125-10-6 H. L. ATTO.

Sale of Unclaimed Baggage

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May, 1946, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneers, successors to D. M. Henderson and Co., Auctioneers at 128 King St. East, Toronto, Ont., at eleven o'clock in the forenoon, on the eighth day of May, 1947, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., February 26, 1947.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
H. L. ATTO,
Superintendent.
18125-10-6-o

Vente par licitation

Canada, province de Québec, district de Québec dans la cour supérieure N° 51,937.

AVIS DE VENTE PAR LICITATION

Gilberte Maloney, sténographe, 5, rue Barras Lauzon, Co. Lévis, demanderesse, vs Geraldine Maloney et Jacqueline Maloney, 5, rue Barras, Lauzon, Co. Lévis, défenderesses,

Avis est par les présentes donné que la cour supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, a, par jugement rendu le 17 mars, 1947, en cette cause, ordonné la vente par licitation de l'immeuble suivant, savoir:

"Un emplacement situé à Bienville, avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, étant le lot No. 102, du cadastre officiel du village de Bienville."

L'immeuble ci-dessus décrit sera mis à l'enchère et adjugés, au plus offrant et dernier enchérisseur, le lundi, douzième jour de mai prochain 1947, à dix heures de l'avant-midi, au bureau du protonotaire de la dite cour supérieure, au palais de justice, en la cité de Québec.

Le dit immeuble sera ainsi mis à l'enchère et adjugé, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de la dite Cour: et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée, dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Québec, 28 mars, 1947.

Les Avocats de la demanderesse,
POULIOT-BOURGET.
18488-14-2-o 111, Côte de la Montagne, Qué.

Sale by Licitaton

Canada, province of Quebec, district of Quebec. In the Superior Court, No. 51,937.

NOTICE OF SALE BY LICITATION

Gilberte Maloney, stenographer, 5, Barras Street, Lauzon, Co. Levis, plaintiff; vs Geraldine Maloney and Jacqueline Maloney, 5 Barras Street, Lauzon, Co. Levis, defendants.

Notice is hereby given that the Superior Court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, has, by a judgment rendered on March 17, 1947, in this case, ordered the sale by licitation of the following immovable, to wit:

"An emplacement situate at Bienville, with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, being lot No. 102 of the official cadastre for the village of Bienville."

The immovable hereinabove designated will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on Monday, the twelfth day of May next, 1947, at ten o'clock in the forenoon, at the office of the prothonotary of the said Superior Court, in the Court House, in the city of Quebec.

The said immovable shall thus be sold by auction and adjudged, subject to the charges, clauses and conditions stipulated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Quebec, March 28, 1947.

POULIOT & BOURGET,
Attorneys for the plaintiff.
18488-14-2 111 Mountain Hill, Quebec.

Greffes de notaires

Notarial Records

Avis est, par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par Me Marc Duguay, notaire, demeurant et pratiquant à Amos, district judiciaire d'Abitibi, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Gustave Duguay, notaire décédé, qui pratiquait à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Marc Duguay, notary, residing and practising at Amos, judicial district of Abitibi, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Gustave Duguay, deceased notary, who practised at Amos, judicial district of Abitibi.

Québec, 8 mars 1947.
Le Sous-secrétaire de la Province,
18191-11-50 JEAN BRUCHÉSI.

Quebec, March 8, 1947
JEAN BRUCHÉSI,
18191-11-5 Under Secretary of the Province.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris et de Bonis

Fieri Facias de Terris et de Bonis

Cour Supérieure, Province de Québec, District de Beauharnois N° 8799. **WILFRID LE-GAULT**, cultivateur, de la paroisse de St-Stanislas de Kostka, District de Beauharnois, demandeur; vs **JOSEPH DUMOND**, Gentilhomme, de la ville de Huntingdon, dit District, défendeur.

Superior Court Province of Québec District of Beauharnois No. 8799. **WILFRID LE-GAULT**, farmer, of the parish of St-Stanislas de Kostka, District of Beauharnois, plaintiff; vs **JOSEPH DUMOND**, gentleman, of the town of Huntingdon, said District, defendant.

Saisie comme appartenant au défendeur,
1° Une partie de terrain à prendre de la partie sud-ouest du lot de terre désigné au cadastre officiel du village de Huntingdon, sous le numéro vingt-cinq (Pt. 25), partie bornée au nord-ouest par une partie dudit lot 25 appartenant à J. Baptiste Daigneault, qui l'a acquise du Shérif; à l'est par une autre partie du dit lot 25 appartenant à Joseph Dumond; au sud et à l'ouest par la plus grande partie dudit lot 25; partie appartenant à Joseph Dumond, qui l'a acquise par acte de vente enregistré à Huntingdon sous le N° 50581. avec toute construction pouvant s'y trouver;

Seized as belonging to the defendant:
1. A portion of a lot of land to be taken from the southwest part of the lot of land designated on the official cadastre for the village of Huntingdon, under number twenty-five (Pt. 25) the part bounded on the northwest by a part of said lot 25 belonging to J. Baptiste Daigneault, who acquired it from the Sheriff; on the east by another part of said lot belonging to Joseph Dumond; on the south and west by the greater 25 part of said lot 25; part belonging, to Joseph Dumond, who acquired it by deed of sale registered at Huntingdon under No. 50581 — with all buildings thereon erected.

2° Une partie du lot de terre désigné au cadastre officiel du village de Huntingdon sous le Numéro vingt-cinq; partie bornée au nord-ouest par une rue; au nord par une autre du même lot appartenant à J. Baptiste Daigneault, qui l'a acquise du Shérif; au sud et au sud-ouest par la plus grande partie du dit lot 25 appartenant à Urgel Poirier ou représentants; mesurant cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur; avec toute construction pouvant s'y trouver;

2. A portion of the lot of land designated on the official cadastre for the village of Huntingdon under number twenty-five; part bounded on the northwest by a street; on the north by another part of the same lot belonging to J. Baptiste Daigneault, who acquired it from the Sheriff; on the south and southwest by the greater part of said lot 25 belonging to Urgel Poirier or representatives, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth — with all the buildings erected thereon.

3° Une partie de terrain à être détachée de la partie nord-est de ce lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Huntingdon, sous le numéro vingt-cinq (Pt. 25.), mesurant cinquante pieds de largeur, par cent pieds de profondeur, et telle que bornée au nord-ouest par Joseph Dumond ou représentants, et sur les trois autres côtés par la balance dudit lot N° 25, laquelle dite partie de terrain est située directement en arrière d'une partie dudit lot appartenant à J. Baptiste Daigneault ou représentants.

3. Another portion of a lot of land to be detached from the northeast part of said lot of land known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the village of Huntingdon, under number twenty-five (Pt. 25), measuring fifty feet in width, by one hundred feet in depth, and as bounded on the northwest by Joseph Dumond or representatives, and on the three other sides by the residue of said lot No. 25, the said portion of land being situate directly in rear of a part of said lot belonging to J. Baptiste Daigneault or representatives.

Pour être vendu séparément; à la porte de l'Église, paroissiale, de la paroisse de St-Joseph de Huntingdon, dans le comté de Huntingdon,

To be sold separately, at the parochial church door of the parish of St-Joseph de Huntingdon, in the county of Huntingdon, District of Beau-

District de Beauharnois, le SAMEDI le DIX SEPT (17) MAI 1947 à DIX (10) heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
P. H. REID.

Bureau du Shérif,
Salaberry de Valleyfield, ce deuxième jour d'Avril 1947.

(Première insertion, le 12 Avril 1947)

RIMOUSKI

Fieri facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

District de Rimouski, { A R S È N E M I -
N° 8766. } C H A U D, entre-
preneur de pompes funèbres de la ville de Rimouski, demandeur; vs JEAN-BAPTISTE PELLETIER, de St-Robert-Bellarmin, de Rimouski, défendeur.

Savoir:

Un terrain formant partie du lot N° 212 du cadastre de la paroisse de Rimouski, contenant 75 pieds est-ouest de front par 110 nord-sud de profondeur mesure anglaise, borné au Nord à Arsène Michaud, à l'est et à l'ouest au vendeur, au sud à la rue N° 1, avec bâtisses, circonstances et dépendances ci-dessus construites. Cette vente est sujette au paiement de la rente de \$30.00 par année au créancier.

Un autre terrain formant partie du lot 212 du cadastre de la paroisse de Rimouski, contenant 25 pieds de front par environ 105 pieds de profondeur mesure anglaise, borné au nord à Octave Michaud à l'est à l'acquéreur à l'ouest à Téléphore St-Pierre au sud à la rue N° 1. Cette vente est sujette au paiement de la rente de \$10.00 par année au créancier.

Pour être vendu au bureau du shérif le 13 MAI 1947 à DIX heures de l'avant-midi (Heure avancée).

Le Shérif,
CHARLES GARON.
18557-15-2-o
(Première insertion, 12 avril 1947)

harnois, on SATURDAY the SEVENTEENTH (17 th) day of MAY, 1947, at TEN (10) o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,

Salaberry de Valleyfield, this second day of April, 1947.

18556-15-2
P. H. REID,
Sheriff.

(First insertion, April 12, 1947)

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

District of Rimouski, { A R S È N E M I -
No. 8766 } C H A U D, funeral
undertaker, of the town of Rimouski, plaintiff
vs JEAN-BAPTISTE PELLETIER, of St-Robert-Bellarmin, of Rimouski, defendant.

To wit:

A lot of land forming part of lot No. 212 of the cadastre for the parish of Rimouski, measuring 75 feet from east to west in front, by 110 feet from north to south in depth, English measure, bounded on the north by Arsène Michaud, on the east and west by the vendor, on the south by the Street No. 1 — with buildings, circumstances and dependencies thereon erected. This sale is subject to payment of the rental of \$30 per annum to the creditor.

Another lot of land forming part of lot 212 of the cadastre for the parish of Rimouski, measuring 25 feet in front by about 105 feet in depth, English measure, bounded on the north by Octave Michaud, on the east by the purchaser on the west by Téléphore St-Pierre, on the south by the Street No. 1. This sale is subject to payment of the rental of \$10 per annum to the creditor.

To be sold at the Sheriff's office, on the THIRTEENTH of MAY, 1947, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

CHARLES GARON,
Sheriff.
18557-15-2
(First insertion, April 12, 1947)

**Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 15**

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 15**

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Tomeo vs Colavecchio. 1131

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

493, section "D" — Industrie et métiers
de la construction dans la région de
Montréal. 1131

ASSEMBLÉES:

La Compagnie de Chemin de Fer Alma
& Jonquières. 1134
Quebec Central Railway Company. 1134

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1115

AVIS DIVERS:

Canadian United States Knitting Com-
pany (Directeurs). 1137

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Tomeo vs Colavecchio. 1131

ORDER IN COUNCIL:

493, part "D" — Construction Indus-
try and Trades in the District of
Montreal. 1131

MEETINGS:

The Alma & Jonquières Railway Com-
pany. 1134
Quebec Central Railway Company. 1134

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1115

MISCELLANEOUS NOTICES:

Canadian United States Knitting Com-
pany (Directors). 1137

Delma Plastics Limited (Directeurs) ..	1137	Delma Plastics Limited (Directors) . . .	1137
Elzéar Fortier, Limitée (Directeurs) . . .	1138	Elzéar Fortier, Limitée (Directors) . . .	1138
L'Econome (Fondation)	1135	L'Econome (Foundation)	1135
Le Syndicat de l'U.C.C. de Boucherville (Formation)	1135	Le Syndicat de l'U.C.C. de Boucherville (Formation)	1135
Le Syndicat National des Employés du Bas de Nicolet (Formation)	1136	Le Syndicat National des Employés du Bas de Nicolet (Formation)	1136
Le Syndicat Professionnel des Institutrices Catholiques de la Cité de Sherbrooke (Nom changé)	1138	Le Syndicat Professionnel des Institutrices Catholiques de la Cité de Sherbrooke (Name changed)	1138
Maple Leaf Transport Limited (Distribution de l'actif)	1138	Maple Leaf Transport Limited (Distribution of the assets)	1138
M. Milloy & Sons Limited (Directeurs)	1135	M. Milloy & Sons Limited (Directors)	1135
Syndicat des Commis-Bouchers de Montréal (Formation)	1135	Syndicat des Commis-Bouchers de Montréal (Formation)	1135
Syndicat des Employés Roy Thermo Inc. (Formation)	1136	Syndicat des Employés Roy Thermo Inc. (Formation)	1136
Syndicat des Travailleurs de Fonderies de L'Assomption (Formation)	1137	Syndicat des Travailleurs de Fonderies de L'Assomption (Formation)	1137
Syndicat National des Employés du Meuble de Nicolet Inc. (Formation)	1137	Syndicat National des Employés du Meuble de Nicolet Inc. (Formation)	1137
The Quebec Veneer Industries Company Limited—Les Industries de Placage de Québec Limitée (Directeurs)	1136	The Quebec Veneer Industries Company Limited—Les Industries de Placage de Québec Limitée (Directors)	1136
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Clernay Realities Ltd.	1139	Clernay Realities Ltd.	1139
L'Association des Constructeurs de Québec	1139	L'Association des Constructeurs de Québec	1139
COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:	
Polar Beverage Co. Ltd.	1139	Polar Beverage Co. Ltd.	1139
DEMANDES À LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Belœil, ville de	1139	Belœil, town of	1139
Candris, George Vassili.	1140	Candris, George Vassili.	1140
Normétal, corporation de	1140	Normétal, corporation of	1140
St-Antoine-de-Longueuil, paroisse de . .	1141	St-Antoine-de-Longueuil, parish of . .	1141
The Royal Trust Company	1140	The Royal Trust Company	1140
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Laprairie, munic. scolaire de la paroisse de Syndics d'écoles dissidentes de Clermont	1142 1141	Laprairie, school muni c of the parish of Dissident School Trustees of Clermont	1142 1141
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FORESTS:	
Rouyn, canton de.	1142	Rouyn, township of	1142
TRAVAIL:		LABOUR:	
Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec (Modification) . .	1143	Joint Committee of the Men's and Boys, Clothing Industry in the Province of Quebec (Amendment)	1143
L'Association des Entrepreneurs de Plomberie de la Cité et du District des Trois-Rivières (Modification) . . .	1144	L'Association des Entrepreneurs de Plomberie de la Cité et du District des Trois-Rivières (Amendment) . . .	1144
Travailleurs en fourrure de Québec (Modification)	1142	Fur Workers of Quebec (Amendment) .	1142
GREFFES DE NOTAIRES:		NOTARIAL RECORDS:	
Duguay, Marc	1151	Duguay, Marc	1151
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Accessoires de Cuisine Victor Limitée — Victor Kitchen Equipment Ltd.	1116	Accessoires de Cuisine Victor Limitée — Victor Kitchen Equipment Ltd.	1116
Agences Gaspé Agencies Inc.	1117	Agences Gaspé Agencies Inc.	1117
Al Cutler Ltd	1127	Al Cutler Ltd.	1127
Beverley Interests Ltd.	1128	Beverley Interests Ltd.	1128

Bruner Ritter Ltd. of Canada	1128	Bruner Ritter Ltd. of Canada	1128
Canadian Reefer and Sportswear Ltd.	1128	Canadian Reefer and Sportswear Ltd.	1128
Carrières Lagacé Ltée — Lagacé Quarries Ltd.	1117	Carrières Lagacé Ltée — Lagacé Quarries Ltd.	1117
Cedco Limitée.	1118	Cedco Limitée.	1118
Centre Psycho-Social Inc.	1118	Centre Psycho-Social Inc.	1118
Construction Lagacé Ltée — Lagacé Construction Ltd.	1118	Construction Lagacé Ltée — Lagacé Construction Ltd.	1118
Dorsey-Picard Inc.	1129	Dorsey-Picard Inc.	1129
Du Barry Sales Corporation.	1129	Du Barry Sales Corporation.	1129
Ecole d'Art Dramatique de Hull, Incorporée.	1119	École d'Art Dramatique de Hull, Incorporée.	1119
Francœur Construction Company Limited — Francœur Construction Compagnie Limitée	1119	Francœur Construction Company Limited — Francœur Construction Compagnie Limitée	1119
Gerchar Incorporée	1120	Gerchar Incorporée	1120
Industrie Saint Paul Limitée	1120	Industrie Saint Paul Limitée	1120
J. Hops & Sons Limited.	1130	J. Hops & Sons Limited.	1130
Laboratoire Du-Var Incorporée — Du-Var Laboratory Incorporated.	1121	Laboratoire Du-Var Incorporée — Du-Var Laboratory Incorporated.	1121
Lachine Automobile Limitée	1121	Lachine Automobile Limitée	1121
La Compagnie de Fer Ornamental, Ltée	1121	La Compagnie de Fer Ornamental, Ltée	1121
Les Produits Frega Inc.	1122	Les Produits Frega Inc.	1122
Loisirs Saint-Pierre Claver, Inc.	1122	Loisirs Saint-Pierre Claver, Inc.	1122
Mekinac Construction Co. Ltd.	1123	Mekinac Construction Co. Ltd.	1123
Michaud Frères Limitée	1123	Michaud Frères Limitée	1123
Moss Fur Co. Ltd.	1130	Moss Fur Co. Ltd.	1130
Poterie Vandescia Pottery Ltée-Ltd.	1124	Poterie Vandescia Pottery Ltée-Ltd.	1124
Raymond Gauthier & Fils Limitée.	1124	Raymond Gauthier & Fils Limitée.	1124
Rimouski Industries Limited.	1125	Rimouski Industries Limited.	1125
Robert Prevost Inc.	1125	Robert Prevost Inc.	1125
Tannerie Loretteville Ltée	1126	Tannerie Loretteville Ltée	1126
The J. L. Rice Agencies Limited.	1126	The J. L. Rice Agencies Limited.	1126
W. H. Payne & Co. Ltd.	1126	W. H. Payne & Co. Ltd.	1126
Z. Laroche & Frères Limitée	1127	Z. Laroche & Frères Limitée	1127

NOMINATIONS:

Diverses.	1146
-------------------	------

SIÈGES SOCIAUX:

Ann Bernier (Jonquière) Inc.	1147
La Cie de Construction Calumet Ltée.	1147

SOUSSIONS:

Masson, village de	1148
Sherbrooke, cité de.	1147
Waterloo, ville de.	1148

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Express Company.	1150
---	------

VENTE PAR LICITATION:

Maloney vs Maloney <i>et al.</i>	1150
--	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEAUHARNOIS:

Legault vs Dumond.	1151
----------------------------	------

RIMOUSKI:

Michaud vs Pelletier	1152
--------------------------------	------

18580-o

APPOINTMENTS:

Miscellaneous	1146
-------------------------	------

HEAD OFFICES:

Ant. Bernier (Jonquière) Inc.	1147
La Cie de Construction Calumet Ltée	1147

TENDERS:

Masson, village of	1148
Sherbrooke, city of.	1147
Waterloo, town of.	1148

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Express Company.	1150
---	------

SALE BY LICITATION:

Maloney vs Maloney <i>et al.</i>	1150
--	------

SHERIFFS' SALES:

BEAUHARNOIS:

Legault vs Dumond.	1151
----------------------------	------

RIMOUSKI:

Michaud vs Pelletier	1152
--------------------------------	------

18580-o